N'GOL N°17

Editorial
L'intégration, un miroir *(Bertrand Cottet)*

DOSSIER : L'intégration en question
- Interview de Ruth Metzler (Pedro Kiangebeni)
- Mieux intégrer les immigrés
- Le cas d'intégration d'un Angolais *(P. Kiangebeni*

Pages spéciales: Ambassade de l'Angola à Genève
- Portrait de Son Excellence
  João Filipe Martins
- Interview de l'Ambassadeur
- Portrait de M. MPUTU Ndongala,
  Conseiller de presse

Activités de l'Association
- Billet du Président de l'Association (Pedro Buanga)
- M. Mfulumpinga à Genève
- Photos de la communauté angolaise
- La vie dans notre communauté

Racisme
- Portrait d'un bourreau en Afrique du Sud (Document explosif)
- Réparer les dégats de l'apartheid (Chantal Peyer)
-Sida : les Noirs seuls vecteurs ?
- Bavures policières en France voisine

Point de vue
- Angola : Peut-on encore croire à la paix (P.Kiangebeni)
- Afrique : De l'O.U.A à l'U.A. (E. Dias Mabaza)

Foi religieuse des Africains
- Débat sur l' animisme ! *(par Alfonso Sadi et J.M. Bacheng)*
- Culte : Comment rendre solide l'unité des eglises *(J.M.Kab.)*
- La vérité rend la liberté (Tity Dinkota)

Pages culturelles
- Poèmes, Littérature, Musique, Livre

Cinéma
- Lumumba, un film fiction de Raoul Peck

Sport
- F.C. Vernier IV

Conception de la revue : A. Sadi, J. Nkidiaka, & P. Kiangebeni
© N'gola, Octobre 2000

N'GOLA N° 17

Le nouveau numéro de N'Gola n°17 vient de sortir de presse, après moult tergiversations. Comme on le voit, nous nous battons toujours pour surmonter nos difficultés internes. Ce qui nous réjouit aujourd'hui, pour nous Angolais de l'étranger, nous avons enfin Notre nouvelle Ambassade de l'Angola *à Genève. C'est un grand événement en soi, pour toute la communauté. Quand on sait que les Angolais en Suisse n'ont jamais été juridiquement mieux défendus...Combien de drames étouffés ? Combien d'entre nous ont été victimes des bavures et d'injustices, tant sur le plan administratif que social, voire économique ? A qui allions-nous nous plaindre pour réclamer nos droits les plus élémentaires ? Avec cette ouverture de l'Ambassade en Suisse, bien de choses vont s'éclaircir, vont être résolues, ou du moins, trouveront un début de solution. Mais ne soyons pas si naïfs pour autant. Il est vrai aussi, que tant nous vivrons en exil, notre combat restera permanent pour faire respecter les lois internationales et les droits de l'homme. Nous devons nous battre pour exiger, réclamer et faire valoir nos droits civiques, en tant qu'Angolais. Pour cela, le nouvel Ambassadeur, que nous avons rencontré, est un homme ouvert au dialogue avec tous les Angolais, il a promis de nous aider en collaborant avec nous pour réussir cette mission. Aussi, pour avoir un sens d'existence en Suisse. Avant notre retour au pays. Sinon, c'est la raison d'Etat qui effacera nos droits de citoyens Angolais. Nous ne voulons pas de cela ! Nous aimons la Suisse, pays qui nous a tant donné, et que nous vivons depuis des nombreuses années. Ce pays de résidence provisoire durant notre exil. Nous savons que la Suisse a signé les conventions internationales et les respectent. Nous devons en tenir compte et respecter aussi les lois de ce pays. La Suisse a signé et reconnu les droits internationaux.*

Nous sommes pour le dialogue entre les Etats et entre les peuples. Nous prônons l'ouverture pour bien réussir notre intégration dans ce pays. Que tout se passe pour le mieux dans le meilleur du monde et chacun y trouvera son compte. En premier lieu, la communauté angolaise. N'Gola restera vigilant pour suivre l'évolution des rapports entre nous et nos nouveaux représentants en Suisse.

Bonne lecture pour ce numéro dix-sept. **A.Sadi**

Editorial

L’intégration, un miroir

Confédération, cantons, grandes villes, ONG et œuvres d’entraide alimentent actuellement un vaste débat sur le thème de l’intégration. Réflexions stratégiques, séminaires, expériences avant-gardistes et programmes d’action ambitieux soulignent l’importance de mieux intégrer réfugiés et étrangers dans notre pays. Or, la richesse des débats actuels sur l’intégration n’a d’égale que la pluralité des significations et des interprétations que le terme intégration suscite. Car malgré le fait que la plupart des dictionnaires ne lui confèrent qu’une signification mathématique, il fait l’objet d’une utilisation sans cesse plus fréquente dans des secteurs aussi divers que la politique, l’informatique, l’architecture, l’économie ou l’anthropologie. L’emploi généralisé de ce terme ne risque-t-il pas de lui ôter toute substance ? Le fait que chaque nouvelle étude, par précaution, tente invariablement d’en préciser la définition, tendrait à le démontrer.

Et si le terme « intégration » n’était qu’une auberge espagnole du langage, une sorte de «do it yourself» sémantique, dont le mode d’emploi diffère pour chaque utilisateur. Hypothèse loufoque ? Peut-être pas ! Car, lorsqu’il s’agit d’intégration, chacun y va de sa vision du monde. Dis-moi comment tu intègres, je te dirai qui tu es. En s’exprimant sur l’attitude que devraient avoir les étrangers, le rôle qu’ils devraient jouer dans notre société, ou la manière dont il faut les y intégrer, ne s’exprime-t-on avant tout sur soi même et son propre système de valeurs. Les uns prônent des modèles d’intégration paternalistes et enseignent la voie qui peut y mener ; certains croient à des processus monodimensionnels, où l’étranger doit, au prix d’un labeur tout helvétique, acquérir ce qui fait l’identité du Suisse type ; les troisièmes s’opposent à toute intégration, qu’ils estiment presque génétiquement impossible, et refusent les mesures visant à la favoriser, par peur de la contamination ; d’autres encore, dont nous faisons partie, estiment que l’intégration ne peut exister que dans l’interaction. Elle est la richesse de l’échange.

Ce modèle fondamental met en évidence l’aspect interactif du processus d’intégration. Un mécanisme dans lequel nous, Suissesses et Suisses, constituons un élément incontournable. Car les étrangers et les réfugiés ne s’intègrent pas seuls. Ils ne peuvent le faire que dans une société plus vaste dont nous sommes les éléments constitutifs. L’état d’intégré ne s’atteint ni au prix de la conformation en tout point à notre mode de vie, ni au terme d’un processus réputé civilisateur. Il constitue simplement le résultat du dialogue et de l’échange, à la fois sur le plan social culturel et économique. Et nous tous, habitant de ce pays, pouvons à tout moment y contribuer. Alors, osons l’échange, osons l’intégration !

***OSAR, Bertrand Cottet**, Responsable Intégration & Retour*

DOSSIER

L'immigration étant devenue ces dernières années un phénomène presque universel, elle engendre des problèmes sociaux, économiques, culturels et de cohabitations entre des communautés. Les reflets de tout ces divers aspects du problème, donnent une nouvelle dimension quant au modèle à suivre pour trouver des solutions acceptables par toutes les parties impliquées. D'où la naissance du concept de l'intégration. L'intégration est un processus qui à l'origine sociologique et sociale est devenue un enjeu politique. La politique d'intégration est souvent définie selon la sensibilité de ceux qui la défendent ou qui la rejettent. Qu'en-est-il en Suisse ?
N'gola a voulu savoir plus en posant quelques questions à Mme Ruth Metzler, Conseillère Fédérale, Chef du Département Fédéral de Justice et Police en charge du dossier. Pour des raisons d'agenda chargé, Mme Ruth Metzler n'a pu personnellement nous répondre. Elle a toute fois donné ordre à son service juridique de répondre à notre interview. Ce qui donne un caractère officiel aux réponses recueillies. Nous diffusons donc intégralement cette interview.

N'gola : Dans l'annonce que vous avez faite dernièrement concernant l'admission en Suisse de quelques 13'000 personnes, entrées en Suisse avant 1983, vous avez fait allusion à l'intégration, comme l'un des critères d'obtention d'un permis de séjour. Pouvez-vous nous dire quand est-ce qu'une personne est considérée intégrée ou ne l'est pas ?
R.- Le programme d'admission des personnes entrées en Suisse avant 1983, intitulé « Action Humanitaire 2000 », ne mentionne pas de critères d'intégration, mais part du principe que toutes ces personnes sont intégrées et pourront bénéficier de cette action. En sont toutefois exclus les délinquants qui ont fait l'objet d'une procédure judiciaire et les personnes à comportement asocial. Cela dit, la notion d'intégration est difficile à définir en quelques critères. Les critères les plus significatifs et fréquemment retenus sont : la maîtrise d'une des langues nationales (français, allemand ou italien) et l'intégration dans le monde du travail. Pour les familles, la scolarisation des enfants joue également un rôle non négligeable. Mais encore une fois, ces critères n'entrent pas en ligne de compte en ce qui concerne l' « Action Humanitaire 2000 ».
N'gola : Pourquoi n'y a-t-il pas une politique fédérale d'intégration, autrement dit, pourquoi en Suisse il n'existe pas un office pour l'intégration ou un Monsieur ou une Madame «Intégration '' comme c'est le cas dans la plupart des pays occidentaux ?
R.- Dans un pays qui connaît un système fédéral tel que la Suisse, l'intégration incombe en premier aux cantons et aux communes. Depuis l'entrée en vigueur, en octobre 1999, de l'article sur l'intégration de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, une base légale réglemente l'attribution des subventions fédérales permettant la mise en place de mesures d'intégration pour les étrangers ainsi que le financement de l'activité de la Commission fédérale des étrangers (CFE). Outre la CFE, diverses commissions ont été instituées en Suisse, notamment la Commission fédérale des réfugiés et la Commission fédérale contre le racisme. La CFE s'occupe de questions d'intégration depuis 1970. Durant toutes ces années, elle assumé la fonction de médiatrice entre les autorités fédérales et les associations d'étrangers, les services d'aide aux étrangers ainsi que les commissions d'étrangers qui déploient leur activités en Suisse. LA CFE est présidée par Rosemarie Simmen, connue au sein de la population, notamment pour son engagement en faveur des étrangers.
N'gola : Pensez-vous que l'on peut dire aujourd'hui que la situation politico-militaire en Angola est susceptible d'être considérée comme sûre pour envisager le retour possible des angolais ? Si oui, sur quels éléments fondez-vous votre affirmation ?
R.- La situation politico-militaire en Angola n'est pas encore stable, mais le climat de violence généralisé a disparu. L'office fédéral des réfugiés est d'avis que le rapatriement des Angolais déboutés est raisonnablement exigible. L'insécurité régnant à Luanda et l'impraticabilité momentanée de certaines voies de transport rendent le retour difficile pour les familles et les personnes malades.

N'gola : Quelle proportion représente les angolais dans ce chiffre de 13"000 personnes susceptibles d'obtenir un titre de séjour ?
R.- Il est difficile de donner des chiffres précis en ce qui concerne le nombre de ressortissants angolais en Suisse qui entreront dans le programme « Action Humanitaire 2000 », la procédure étant en cours. A fin avril 2000, on comptait 383 personnes angolaises dont le dossier était en « en suspens » (en cours de procédure ou personnes admises provisoirement). On peut dire, de manière très grossière, que 80 d'entre elles pourraient bénéficier de l' « Action Humanitaire 2000 ».
N'gola : Quel message adresserez-vous à ce peuple angolais qui depuis trente ans n'a jamais connu un seul instant de paix et à la communauté angolaise de Suisse ?
R.- Nous souhaitons d'abord au peuple angolais qu'il connaisse bientôt la paix. Car c'est la condition sine qua non du développement économique et de la lutte contre la faim et la pauvreté. A la communauté angolaise au bénéfice d'un séjour durable en Suisse, il convient de souhaiter en particulier qu'elle se familiarise avec les us et coutumes de notre pays, en d'autres termes, qu'elle s'intègre bien en Suisse. Il s'agit là d'un processus réciproque, qui requiert ni une tolérance absolue de la part des indigènes, ni une entière soumission de la part des étrangers. Il est néanmoins indispensable que les deux groupes acceptent fondamentales en vigueur en Suisse.
Propos recueillis par Pedro Kiangebeni

A Genève, la population étrangère est restée stable, tout comme la population suisse
STATISTIQUE - Elle augmente au même rythme que les Suisses.
A la fin juillet, la population du canton s'élevait à 410 505 personnes, soit 1,3% de plus qu'en juillet 1999. L'évolution du nombre de Suisses (+3176%) et celle du nombre d'étrangers (+1943) montrent un touchant parallélisme : +1,3% dans un cas comme dans l'autre. Genève en demeure donc à une proportion de 37,59% d'étrangers, record national devant le Tessin (27%) et Vaud (26,2%), la moyenne fédérale étant de 19,8%.
Croissance de la masse laborieuse

Le nombre des travailleurs étrangers, frontaliers compris, mais fonctionnaires internationaux exclus, a pour sa part grossi de 2,3% en une année, passant de 89 304 fin juin à 91 365 fin juin 2000. Cette masse laborieuse se répartit en 48 771 permis, 13 772 permis C, 289 saisonniers et 28 553 frontaliers.

Plus de naissances que de décès

En juillet dernier, 374 bébés sont nés à Genève, tandis que 226 personnes y rendaient l'âme. Solde positif : 148. Dans le même temps, le canton accueillait 1785 immigrés, et prenait congé de 1942 émigrés. Solde négatif : 157. En foi de quoi la population cantonale a fondu de 9 bipèdes sous le très relatif soleil de juillet, passant de 410 514 à 410 505.

A fin mars, le montant total des salaires versé dans le canton avait augmenté de 6,8% par rapport au premier trimestre de l'année précédente. S'agissant d'une masse annuelle de l'ordre de 14,6 milliards de francs, cela représente un mieux de 970 millions environ, que le fisc lorgne d'un œil intéressé. **Dominique CHOQUET**, Tribune de Genève du 24 août 2000.

Les Suisses refusent de limiter le nombre des étrangers
Par 63,7% de «non» contre 36,3% de «oui», les Suisses ont refusé lors des votations du dimanche 24 septembre, de ramener à 18% le seuil des étrangers résidant dans le pays. Tous les cantons sans exception se sont également opposés à une nouvelle initiative populaire «*pour une réglementation de l'immigration*», la sixième en trente ans. Soutenue par la droite nationaliste, ce projet était combattu par le gouvernement, les principaux partis et surtout les milieux économiques, qui y voyaient une menace pouvant entraîner une pénurie de main d'œuvre. La majorité des citoyens ont également refusé l'introduction de nouvelles taxes destinées à encourager l'utilisation des énergies renouvelables pour mieux protéger l'environnement. La gauche et les Verts, qui préconisaient avec

le gouvernement une «reforme fiscale écologique» sont déçus. La droite et le patronat se félicitent d'une «victoire du bon sens». *«Le Monde» du mardi 26 septembre 2000)*
A noter : chiffre intéressant les immigrés en Suisse, ils sont 1,3 million, soit 19,3%. La population helvétique est de 7 millions d'habitants pour une superficie de 41.295 km2.

Mieux intégrer les immigrés

Régulièrement, les citoyens suisses sont amenés à se prononcer sur le quota d'immigrés acceptable pour ce pays. Depuis plusieurs années, nous constatons aussi que l'ambiance politique se dégrade dès lors que la question du statut des étrangers est débattue.

Le 24 septembre dernier, nous avons voté une nouvelle fois pour ou contre une initiative qui ne donnait aucune réponse aux questions de fond se posant à la population genevoise et suisse en matière d'immigration : comment gérer et pratiquer la diversité au quotidien dans nos écoles, sur notre lieu de travail, dans nos quartiers ? Quelles sont les ressources que l'immigration peut apporter à la société et comment la valoriser ? A quel référent institutionnel s'adresser pour exposer nos doutes, répondre à nos interrogations dans le domaine de l'intégration ? Ou encore, comment et dans quel espace est-il possible de soumettre des témoignages, des expériences, des propositions ?
Comment collaborer ensemble sur des projets et des réalités qui nous concernent tous en tant qu'habitants de ce canton ? Comment associer les étrangers aux pratiques citoyennes ?

A ce jour, peu d'espace a été consacré à un vrai débat de fond sur la réalité de l'immigration en Suisse et à Genève. Seules des initiatives telle celle rejetée dimanche 24 septembre par le peuple suisse ou, au contraire, celles qui prônent l'élargissement des droits des étrangers offrent de temps à autre la possibilité d'exprimer son malaise ou son enthousiasme face à la diversité.

Depuis dix ans, MondialContact se consacre au domaine de l'intégration. Partant du constat communément accepté que Genève est multiculturelle, nous nous sommes attachés à identifier les blocages, le tensions, mais également les ressources dont elle dispose et à imaginer comment la collectivité peut tirer profit de sa diversité culturelle. Il y a quelques semaines, nous avons publié, avec notre partenaire le Centre de Contact Suisse-Immigrés, un rapport pour une politique d'intégration dans le canton de Genève qui rappelle l'importance de l'implication réciproque des Suisses et des étrangers dans cette construction.

Nous appelons ardemment à un positionnement clair de l'Etat et à la mise en place d'une action politique cohérente dans ce domaine. Nous osons croire en la maturité de l'ensemble des partis politiques pour nous aider à rédiger et à voter une loi qui définira les principes et les structures d'une politique cantonale d'intégration et nous donnera les moyens de la réaliser.

L'intégration est, à nos yeux, un processus qui s'inscrit sur le long terme. Dès lors, une loi-cadre doit assurer des mesures qui permettent autant de répondre aux problèmes actuels et urgents que de soutenir une action efficace en amont.

Il est essentiel de garder à l'esprit que l'intégration est l'affaire de tous. Vivre ensemble, c'est aussi prendre des responsabilités ensemble. Ainsi, si l'Etat, avec ses propres services et de concert avec les associations de terrain, est à même de définir une orientation claire en matière d'intégration et de se donner les moyens de la réaliser, nous disposerons tous d'un cadre et d'outils qui permettront aux Suisses de mieux comprendre les réalités et les potentialités de la Genève multiculturelle, et aux étrangers de participer et de contribuer à l'intérêt général.

La Réponse politique cohérente et la plus adaptée aujourd'hui est de mettre en place à Genève et en Suisse une vraie politique d'intégration. Y travailler ensemble – Genevois, Confédérés, étrangers – c'est effacer par la pratique, l'échange, la collaboration au quotidien des antagonismes qui finissent par n'exister et ne perdurer que dans nos esprits.

Boris DRAHUSAK, Président de MondialContact.

Intégration : Le cas d'un Angolais

N'gola : Toi comme Angolais devenu Suisse, pourriez-vous nous donner votre parcours pour devenir suisse ?

António Ambrósio MBAMBI : J'ai initié ma démarche auprès de la Police des Etrangers. J'ai rempli un questionnaire pour la naturalisation et joint les attestations de naissance pour toute ma famille, de mariage traduites par un traducteur officiel, les photocopies des passeports et des permis de séjours et nous avons annexé une lettre expliquant les motivations de notre demande de naturalisation suisse. Quelque temps après, mon ex-femme et moi, avons été convoqués à la gendarmerie cantonale, au poste de Romont où nous avons répondu à un deuxième questionnaire.

Après avoir reçu notre autorisation fédérale de naturalisation et dûment payée ; le Conseil Général de la ville de résidence (Romont) réuni en Assemblée devait décider de l'octroi du droit de cité. Nous avons été reçu par le Conseil Communal pour nous féliciter de notre obtention du droit de cité de la commune et nous informant, en même temps, du montant que nous devrions acquitter pour l'effet.
Un souper a été offert par la commune de Romont à tous les nouveaux Suisses ayant bénéficié du droit de cité de la ville de Romont dans l'année. Souper auquel nous avons répondu en famille.

A son tour, comme la loi fédérale le prévoit, la commission de naturalisation du Grand Conseil Fribourgeois nous avait convoqué pour une consultation. Nous avons répondu aux questions posées. Nous devrions payer au préalable la somme qui nous avait été indiquée avant de nous présenter devant la dite commission.
Voilà le parcours du combattant que nous avons fait.
N'gola : A votre avis, pouvez-vous dire si la Suisse mène une bonne politique d'intégration des étrangers ?
A.A.M. : La Suisse mène une politique d'intégration qui n'est pas assez bonne, à mon avis. Si j'entends par intégration, l'assimilation des émigrants dans la population autochtone. Pas assez d'émigrants angolais y sont par rapport au nombre des déboutés qui sont renvoyés de la Suisse.
Pour ceux qui y restent et désirant se naturaliser, la loi actuelle exige que l'émigrant vive douze ans et doit payer.

N'gola : Que souhaiteriez-vous pour que la politique d'intégration soit une réalité ?

A.A.M. : La politique d'intégration est déjà une réalité mais il faudra que la Suisse admette le plus d'émigrants et qu'elle revoie en baisse ce délai de douze ans de vie en suisse avant de se naturaliser. Et mon Dieu pourquoi acheter une nationalité !
Cette loi doit être révisée. D'ailleurs il y a déjà des projets de révision des certains organismes qui y travaillent.

N'gola : Pensez-vous que l'intégration est aussi une manière d'affirmer ses origines ? Si oui de quelle manière ?

A.A.M. : Oui, elle est une manière d'affirmer ses racines parce que moi je ne considère pas l'intégration soit un abandon de sa culture première acquise quand je marquais mes premiers pas à l'enfance.
L'intégration ne veut pas dire la perte de l'identité culturelle angolaise (étrangère) mais l'assimilation de la culture suisse sans perdre la première. L'intégration m'enrichit, je deviens un multiculturel.
L'intégration ne peut qu'être qu'un enrichissement. Le métissage culturel dont Léopold Sédar Senghor a parlé dans ses essais sur la négritude.

N'gola : A votre avis, quel rôle doit jouer l'A.A.S. en matière d'intégration des Angolais en Suisse ?

A.A.M. : Notre association aide déjà les nouveaux émigrants angolais en organisant des réunions avec les orateurs travaillants pour des organes suisses d'aide aux immigrés. Certains conférenciers ne veulent plus venir à nos assemblés explicatives. Ces spécialistes en la matière connaissent les statistiques des nouveaux émigrants angolais et sont déçus du quorum et ne veulent plus venir perdre leur temps pour un nombre insignifiant des présences à nos réunions.
Un anecdote, Un responsabke de l'OSAR nous a dit dernièrement qu'il voudra bien venir faire une conférence sur la loi sur les étrangers si nous le garantissons une présence d'aux moins deux cents personnes parce que chez les autres nationalités il a un auditoire pas moins de trois cents personnes. Toutefois l'A.A.S. doit continuer à aider ce petit nombre des nouveaux émigrants qui viennent à nous**.** **Propos recueillis par Pedro Kiangebeni**

L'Intégration des Angolais en Suisse

Depuis quelque temps, je fais partie du nouveau lectorat qui compte N'Gola depuis que ce médias a commencé à publier régulièrement ses éditions avec sérieux et enthousiasme. Connaissant ma passion pour cette revue africaine, et bien qu'habitant en France voisine, mon ami et collègue, Alfonso Sadi, ne rate pas une occasion pour m'encourager à écrire quelques lignes pour ce sympathique bi-mensuel . Jusqu'à présent, soit par paresse intellectuelle ou par timidité, je n'arrivais pas à trouver un «bon sujet» qui puisse retenir l'attention de mes amis Angolais. D'autant plus qu'étant moi-même lecteur de N'Gola, nous sommes habitués à lire des sujets beaucoup plus passionnants et bien traités, élaborés chaque mois par la formidable équipe rédactionnelle qui anime cette revue. C'est encore Sadi qui, ne voulant lâcher prise, m'a encore suggéré le sujet objet de ces lignes : «L'intégration des Angolais en question». Un thème apparemment facile qui m'a enchanté. Alors j'ai pris mon stylo. Surtout après avoir lu l'analyse de mon ami Sadi dans le précédent numéro consacré aux jeunes Angolais nés dans la diaspora en Europe.
En France, pays de référence de la société euroccidentale, l'intégration est le mot clé pour tout ce qui concerne la question de l'immigration. «il faut que l'immigré (entendez un Africain ou un Maghrébin) s'intègre à la société française pour qu'il soit accepté par le français moyen. C'est-à-dire par Monsieur tout le monde». Quant on connaît toutes les qualités qui réunit un Français moyen (sans énumérer les défauts) on mesure tout l'étendu de l'effort demandé au pauvre émigré noir, venu manger «le pain des français» pour sa survie, alors qu'il n'offre en échange que sa modeste force de travail.
L'intégration demandé à l'immigré est à plusieurs niveaux. D'abord, au travail. Sur ce plan elle est quasi automatique, main d'œuvre à bon marché, docile et rentable, neuf fois sur dix l'émigré réussi son intégration sociale. Originaire le plus souvent des pays où le droit des travailleurs, ou le droit tout court, est méprisé, sinon inexistant, l'émigré travaille jour et nuit, les dimanches et les jours fériés. Il est l'objet d'un traitement paternaliste de la part de son patron blanc.
C'est dans la vie sociale, dans la vie hors travail, c'est-à-dire la vie réelle, en dehors du centre de production, que l'intégration de l'immigré est non-réussite, quand elle n'est pas tout simplement non-souhaitée. La visibilité de l'émigré dans la sphère sociale est mal vue par le national. Sa réussite ne provoque que sarcasme et mépris de la part de son homologue. Les membres du Parti Socialiste Français (PSF) non pas digéré la nomination par François Mitterrand de Koffi Yam Gnam (originaire du Togo) au ministère d'Intégrations, ils l'ont surnommés «caprice du Dieux». Sous-entendu, sa promotion avait été un caprice du président de la République. Ses réussites et son succès à la tête d'une municipalité bretonne n'étaient pas suffisants pour ses camarades socialistes blancs.

Bien souvent ce phénomène de rejet de l'immigré est proportionnelle aux différences culturelles, humaines, historiques et géographiques existantes entre son pays d'origine et son pays d'accueil. C'est ainsi que les Maghrébins musulmans se heurtent à plus de difficultés administratives que les Africains Noirs chrétiens dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale. Dans l'Europe des Balkans c'est plutôt l'inverse.
Dans le cas concret de l'intégration des Angolais en Suisse, il conviendrait de s'arrêter un moment sur la présentation des deux pays, l'Angola et la Suisse, pour mieux cerner la nature des obstacles qui peuvent se dresser devant le «parcours d'intégration» des femmes et des hommes venus du pays de Neto et de Do Santos (ou Savimbi) au pays helvétique ou à la cité de Calvin.
«Le Brésil de l'Afrique», c'est ainsi que l'on surnomme l'Angola ;. un pays qui porte déjà en lui les germes du métissage culturel et les gènes de l'intégration raciale. La population côtière angolaise est majoritairement métisse, avec une forte minorité blanche, les Noirs vivent pour la plupart à l'arrière-pays et à l'intérieur. L'Angola, plus que toute autre pays africain, est le résultat d'un processus colonial spécifique. A la différence de l'Anglais, qui colonisait pour rentabiliser son commerce, ou du Français qui colonisait pour piller les ressources africaines, le Portugais colonisait pour s'y installer et s'approprier humainement les lieux, tout comme l'Espagnol, dans une moindre mesure. En Angola, les descendants des colons portugais sont devenus eux aussi des «indigènes» du pays. Ainsi il n'est pas rare de trouver un Blanc rougit par le soleil africain et aux yeux bleus, en plein pays Bakongo au Nord-Est du pays près de la frontière avec l'ex-Zaïre. Ses faits et gestes sont celui d'un Mukongo, et bien sûr, il vous parle en portugais ou en kongo. Formidable réussite d'intégration tribale de l'homme blanc au cœur de la forêt ! En pratiquant une colonisation par «l'indigénat» du colonisateur, les Portugais faisaient parallèlement du Noir africain un étranger sur son propre sol. Par la politique de transfert des populations. Ainsi un Capverdien était muté en Angola, un Mozambicain en Guinée-Bissau, un Angolais au Cap-vert, ou à Sao Tomé et Principe. Résultat, beaucoup des ressortissants des anciennes colonies portugaises en Afrique sont issus de plusieurs pays à la fois. Un père Angolais, un grand-père Brésilien, une grand-mère Mozambicaine, une tante cap-verdien, une mère sao-toméenne! Quel cocktail de mélange de races! Dans ce cas il est difficile de s'identifier pleinement à une entité nationale précise, et, partant, un sentiment nationaliste diffus et moins revendicatif. Façonné par l'histoire coloniale, l'Angola sera aussi modelé par la lutte pour l'indépendance nationale, première force de frappe africaine contre le régime sud-africain de l'Apartheid. Devenu indépendant, le pays doit encore battre ses armes pour libérer le sud du continent africain de la suprématie coloniale occidentale blanche. En 1975, année de l'indépendance, l'Angola est d'emblée une puissance de 1 246 700 km2 peuplé de près des dix millions d'habitants, une armée militairement et idéologiquement aguerrie. L'Angola possède d'immenses richesses, pétrole et diamants surtout, avec des villes modernes, notamment Luanda, la capitale, présentant une infrastructure développée. Comme au Portugal, la religion catholique est majoritaire dans les villes du pays. Son premier président, Agostinho Neto(président du MPLA), fixe le camp sans ambiguïté et tient à ne faire aucun cadeau au néocolonialisme européen complice de l'Apartheid. Il trouve ses amis dans le camps socialiste notamment auprès du leader cubain Fidel Castro. Un engagement qui ne lui sera à jamais pardonné par les puissances occidentales. Un quart de siècle après son indépendance, l'Angola subit toujours une guerre civile larvée entretenue par les grandes puissances. Les principales victimes de cette guerre civile interminable se trouvent dans les couches les moins favorisées de la population ; des Noirs majoritairement. Ce sont eux qui fuient la guerre et qui constituent le plus gros lot des requérants d'asile angolais en Europe. Ils constituent une forte communauté en Suisse. Esseulés en Europe, ils se sentent plus que jamais Africains, Angolais surtout. Mais en Angola, l'horizon est bouché. Pour certains l'alternative c'est l'intégration : l'adoption du pays d'accueil comme la nouvelle patrie. cela se passe par la nouvelle génération. Les enfants qui sont nés en Suisse qui n'ont jamais connu l'Angola deviendront suisse sans remords ni regrets. Pour l'ancienne génération beaucoup des choses sont en jeu, tout peut encore basculer. La fin de la guerre civile, par exemple, la paix en Angola, le lancement d'un processus de

réconciliation nationale, ou l'éventuel appel des cadres Angolais de l'étranger...etc. En attendant, regardons la Suisse et restons en Suisse.
La politique helvétique en matière d'immigration s'est caractérisée pendant des années, durant «les 30 glorieuses» notamment, par une politique de proximité, en acceptant de préférence les travailleurs étrangers de «l'Europe pauvre» limitrophe : Italie, Espagne et Portugal, avec un contingent complémentaire venu de l'autre rive de la Méditerranée, plus exactement du Maghreb. Après les années 70 et au début des années 80 les trois pays de l'Europe méridionale se sont enrichis et appartiennent désormais à la puissante Communauté Economique Européenne (CEE), (l'actuelle CE), de plus en plus leurs ressortissants trouvent du travail chez eux, nul besoin de s'exiler en Suisse. Il y a eu donc une pénurie de main d'œuvre que, fort heureusement, un nouveau type d'immigrants est venu compenser. Le nouveau immigré en Suisse est fondamentalement Africain. Il a fui son pays pour des raisons politiques, conséquence aussi de la faillite économique de leur continent. Ces Africains sont majoritairement acceptés dans la société helvétique pour deux raisons fondamentales : la première est économique, les nouveaux venus sont souvent jeunes, c'est donc une force de travail exceptionnel à bon marché pour le marché suisse.
La deuxième raison est culturelle, les ressortissants de l'Afrique noire, bien que très visibles par la couleur de leur peau, sont néanmoins facilement «intégrables» par leur culture post-coloniale. Ils sont formés, éduqués et élevés à l'occidentale et, c'est très important, ils ont tous une culture européenne et chrétienne.
Ces deux raisons qui ne découlent pas du tout de la bonne volonté de qui que ce soit sont aussi des atouts pour l'intégration des Angolais en Suisse mais aussi de son retour au pays.
Joachin Bacheng M. *(journaliste équato-guinéen à* Regards Africains, *Genève)*

Pages Spéciales

Présentation de l'Ambassade de l'Angola en Suisse

N'gola vous ouvre les portes de l'Ambassade de l'Angola en Suisse. Suite aux multiples doléances de la communauté angolaise de Suisse auprès des autorités gouvernementales à Luanda concernant les difficultés rencontrées par celle-ci en matière d'obtention des passeports, d'enregistrement d'enfants et tant d'autres documents administratifs, les Associations angolaises en Suisse ont obtenu la satisfaction de l'ouverture d'une Ambassade angolaise en Suisse, plus précisément à Genève au sein de laquelle un service consulaire a été inauguré. Finis donc les tracasseries ou les déplacements coûteux pour Bonn. Tous les problèmes consulaires des angolais seront traités à Genève. L'esprit d'ouverture initié par l'ancien chargé d'Affaires, M. Leogivildo da Costa e Silva, à la Mission Permanente de l'Angola auprès de l'ONU, se poursuivra et sera même amplifié selon le nouvel Ambassadeur, M. João Filipe Martins. Lors de nos entretiens, Son excellence M. l'Ambassadeur n'a pas hésité de qualifier l'Ambassade comme étant la Maison de tous les angolais.
Toutes les portes sont ouvertes à tous les angolais.
Pour mieux faire connaissance avec M. João Filipe Martins et découvrir les nouvelles orientations de notre mission diplomatique, N'gola, fidèle à sa mission d'information, s'est entretenu avec Son Excellence l'Ambassadeur de l'Angola en Suisse. Cet entretien est la preuve tangible de l'esprit d'ouverture et de patriotisme qui prévaut dans cette mission diplomatique.
Largesse d'esprit, accueil fraternel et disponibilité envers tous les Angolais sont les maîtres-mots qui guident l'action de M. João Filipe Martins. N'gola tient à jouer pleinement son rôle d'organe d'information sans a-priori.
Tout le personnel de l'Ambassade qui se trouve au 45-47, rue de Lausanne à Genève est au service de l'Angola pour les Angolais. Pour tout renseignement, vous pouvez téléphoner au n° 022 – 732 30 60.

Portrait de Son Excellence, l'Ambassadeur de l'Angola en Suisse : M. João Filipe Martins
Fils de Filipe Martins Sebastião et de Branca Cristóvão João, né à Malange (Angola), le 8 novembre 1942, M. João Filipe Martins fréquente les Ecoles missionnaires protestantes de Quessoa (Malange) et Mutuque (Dembos) entre 1949 et 1954. Ensuite, le Lycée Salvador Correia à Luanda jusqu'en 1961. Il obtient une licence en droit, à l'Université de Lisbonne au Portugal (Faculté de Droit).

De retour en Angola, il occupa les fonctions de Ministre de l'Information (Communication sociale) entre 1975 – 1976 et l'année suivante, il est Secrétaire chargé des Affaires Economiques du Président de la République. En 1977, il est nommé Ambassadeur d'Angola à Belgrade (Yougoslavie). Il sera le recteur de l'Université «Agostinho Neto» de 1981 à 1986, et aussi, Directeur de la Faculté de Droit de l'Université «Agostinho Neto» à Luanda.
De 1983 à 1986, il est vice-Ministre de l'Education, en même temps qu'il occupait le titre de Recteur de l'Université. Durant trois ans, il est Conseiller et Directeur des Services Juridiques au Ministère des Relations Extérieures de la République Populaire d'Angola (1986-1989).
En 1991, il devient Gouverneur de la Province de Malange, jusqu'en 1992. Parallèlement, il continu d'occuper les fonctions de Professeur Associé à la Faculté de Droit (Deuxième degré de la Hiérarchie universitaire), toujours à l'Université Agostinho Neto de Luanda.
De 1993 à 1999, il devient à nouveau Ambassadeur itinérant et Directeur de la direction «Amérique» du Ministère des Relations Extérieures.
Pour les activités publiques, en 1975, il fut chef de la Délégation à la conférence Internationale des Juristes à Alger (Algérie).
1981 : Chef de la Délégation au Congrès du Parti Socialiste Italien tenu en Sicile.
1982 : Chef de la Délégation au Congrès du Parti Socialiste Portugais.
1985 : Chef de la Délégation à la première réunion de la Commission Mixte Angola – Viet-Nam tenue à Ho-Chi-Min-Ville.
1988-1990 : Chef de la Délégation aux Conférences sur les Fonds Marins – Participant à plusieurs conférences et rencontres de l'OUA, Mouvement des pays non alignés et des Nations Unies.
1991: Candidat de son gouvernement au Poste de Secrétaire Général Adjoint de l'OUA – Organisation de l'Unité Africaine.
1993 – 1999 : Membre de la Délégation ministérielle annuelle aux Nations Unies.
2000 : Ambassadeur de la République d'Angola en Suisse.

M. João Filipe Martins est aussi auteur de plusieurs publications :
- «Les tribunaux populaires», un travail de recherche sur le processus de règlement transactionnel des conflits dans les régions libérées pendant la guerre qui s'est déroulée durant la période coloniale et après le triomphe de la Révolution angolaise. (1976)
- «Révolution et institutions», est une analyse des principes fondamentaux de la philosophie classique reposant sur des époques consacrées par l'Histoire.(1983)
- «Les Ovimbindus», une analyse ethno-sociologique d'un des plus importants segments de la population angolaise (révision critique et actualisation du document original publié par le Centre d'Information et de Tourisme Angolais – CITA – pendant la période coloniale) (1984).
- «Les bochimans», c'est un travail d'analyse ethno-socilogique d'un des plus importants segments de la population angolaise (révision critique et actualisation du document original publié par le Centre d'Information et de Tourisme Angolais – CITA – pendant la période coloniale) (1984).
Et, entre 1981-1985, il a écrit plusieurs recueils de différents discours officiels et publics.
Son Excellence João Filipe Martins est multilingue. Il a des connaissances linguistiques variées, parlant et écrivant couramment le français, l'anglais, le portugais et le kimbundu.

Son Excellence l'Ambassadeur de l'Angola en Suisse **João Filipe Martins** répond à nos questions

N'gola : Votre Excellence, l'Angola vient d'ouvrir une Ambassade à Genève, qui sera jumelée avec la Mission Permanente de l'Angola auprès des Nations-Unies et qui existait déjà. Comment ces deux institutions fort différentes vont-elles fonctionner ?

João Filipe Martins : Indépendant depuis le 11 novembre 1975 et malgré les bonnes relations qui ont toujours existées entre l'Angola et la Confédération Helvétique, c'est seulement depuis le 26 mai dernier que l'Angola a une représentation diplomatique au rang d'Ambassade. Auparavant, c'est-à-dire depuis 1993, la République d'Angola n'y était représentée qu'au niveau de l'Office des Nations Unies et des Organisations Internationales.

Concernant le fonctionnement de deux institutions dont vous faites allusion, je peux vous dire qu'il n'y aucun inconvénient du fait que chacune d'elles a ses prérogatives bien définies vis-à-vis de l'autre. Ce système existe déjà et pratiqué par plusieurs autres pays surtout vis-à-vis des institutions spécialisées de l'ONU et même de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.).

Nous disposons suffisamment du temps pour nous occuper des questions bilatérales lorsqu'il s'agit de traiter avec les autorités de la Confédération Helvétique en tant qu'Ambassade. Aussi il en est de même, en qualité de la Mission Permanente auprès de l'Office des Nations Unies et d'Organismes Internationaux à Genève, auprès desquels nous traitons des questions multilatérales. Tout dépend de notre organisation interne et de l'utilisation du personnel diplomatique affecté à notre Ambassade.

N'gola : Quelle est votre démarche pour le rapprochement entre ces institutions, dont vous assumez la responsabilité, et les Angolais de Suisse?

J.F.M : L'ouverture de l'Ambassade d'Angola en Suisse est une preuve de l'importance que notre gouvernement attache à ses citoyens qui vivent en dehors du pays. La présence des angolais à l'étranger ne date pas seulement du début de la guerre de libération en 1961 ou d'après la conquête de l'indépendance en 1975 par le MPLA. Les Angolais ont commencé à fuir leur pays depuis la première ère coloniale portugaise de suite de la pratique de la politique répressive envers les colonisés. Depuis cette époque à nos jours, il y a des milliers d'Angolais à l'étranger. Et avec la longue guerre que le pays vit, beaucoup d'entre eux n'ont jamais pu regagner le pays.

À ceux-là, ajoutez-y d'autres qui ont quitté l'Angola dans la période qui s'étale entre 1975 et 1992 pour des raisons politiques, estudiantine et même sociale. Mais face aux changements politiques intervenues dans le pays grâce à la démocratisation du système politique, le gouvernement a décidé de créer des mécanismes jugés appropriés pour établir des contacts avec ses citoyens de la diaspora dans le monde.

Et pour ce qui nous concerne ici en Suisse, pays d'accueil d'un nombre considérable d'angolais, parmi lesquels des cadres supérieurs, notre démarche pour leur rapprochement avec l'Ambassade d'abord et le pays ensuite, est celle de la mise en place au sein de l'Ambassade, d'un Secteur Consulaire chargé des questions administratives permettant d'abord à la communauté angolaise et autres citoyens étrangers désireux de se rendre en Angola de régler les formalités administratives. En mettant en place ce secteur, nous avons mis fin aux nombreuses tracasseries dont les citoyens angolais surtout et autres étrangers avaient pour se mettre en ordre vis-à-vis du gouvernement angolais car, auparavant il fallait se déplacer jusqu'à Bonn, (Allemagne Fédéral) pour le faire. Aujourd'hui tout se traite ici à Genève.

N'gola : Selon les statistiques, les Angolais sont sous-représentées dans les Organisations onusiennes. En votre qualité d'Ambassadeur auprès des Nations Unies à Genève, que comptez-vous faire pour y remédier, sachant que bon nombre d'Angolais de la diaspora sont bien formés et ont la capacité d'occuper diverses fonctions ?

J.F.M : La question de la représentativité des angolais dans les Organisations Onusiennes que vous évoquez, à mon avis est une question assez complexe qui exige avant toute solution que ce soit, une analyse profonde qui doit nécessairement passer d'abord par un recensement de tous les Angolais de l'extérieur, suivi d'un contrôle de leurs titres scolaires, académiques et autres professionnels afin d'avoir d'abord une idée nette sur leur nombre et leur niveau de formation. C'est seulement par la suite qu'il faudrait penser à leur embauche dans les institutions internationales soit au pays dans l'administration ou dans le privé.

En évoquant cette question, nous ne devons pas oublier que jusqu'aujourd'hui au niveau interne (au pays) nous continuons à vivre les effets négatifs de manque des cadres de haut niveau. Le peu qui son sur place sont avant tout réservé aux besoins locaux. La représentativité du pays à l'étranger vient après.

Quant aux compatriotes de la diaspora dont vous évoquez, vous le savez vous-même que la plupart d'entre eux, après leurs études dans les pays occidentaux brillent par un refus total de rentrer au bercail avant de couper tout contact avec le gouvernement. Ce comportement, à mon avis, ne bénéficie surtout point le gouvernement. Ce qui fait que lorsqu'il y a des postes vacants au sein des institutions de l'ONU ou ailleurs, le gouvernement répond carrément qu'il n'a pas des candidats disponibles à présenter.

A mon avis je pense que le mieux serait qu'une fois les études terminées, on doit rentrer au pays ou alors, maintenir les contacts avec le gouvernement qu'on peut encore aider par d'autres voies comme par exemple conseiller à distance dans les questions internationales.

Et comme vous pouvez le constater à partir du tour du problème que nous venons de faire que cette question n'est pas de l'autorité de l'Ambassadeur. Néanmoins, dans le besoin, nous pouvons proposer à notre gouvernement quelqu'un au cas où on nous demanderait notre opinion.

N'gola : Quels sont les grands axes comptez-vous développer sur les relations Angola-Suisse ?

J.F.M : Concernant les relations Angola-Suisse, nous les considérons comme très bonnes car jusqu'ici elles continuent d'évoluer selon les normes établis par les principes diplomatiques en vigueur. Cet aspect des choses, nous permet d'aborder notre plan d'action avec beaucoup d'espoirs.

Comme vous le savez, aujourd'hui on ne peut pas parler uniquement de la politique sans y associer d'autres domaines tels que l'économie, la technologie et le social si l'on veut vraiment participer dans la lutte contre le sous-développement dans toutes ses formes. L'Angola avec toutes ses nombreuses et variées richesses de diverses natures est un pays qui est encore pauvre et qui se cherche encore pour son développement économique, technologique et social. Et les causes fondamentales de cette situation tout le monde les connaît bien.

Et face à cette réalité, nous comptons d'abord faire connaître le pays auprès des milieux économiques, financiers et technologiques suisses et ensuite établir des rapports avec ces mêmes milieux afin qu'ils regardent l'Angola avec beaucoup d'intérêt. C'est-à-dire inclure l'Angola dans leurs agendas d'investissements en Afrique à l'exemple des investisseurs français, américains, portugais, espagnols, sud-africains, etc. Et nous voulons demander auprès des investisseurs suisses

de mettre de côté les hésitations fondées à des raisons de guerres dans notre pays. Nonobstant la guerre qui dure déjà plus de vingt ans, il y a quand même des secteurs qui sont en dehors du théâtre de guerre.

La Suisse a beaucoup de choses à nous donner dans les domaines tels que finances, banque, santé (industrie pharmaceutique), pour ne citer que ceux-là.

De notre côté, l'Angola a des vastes champs des produits de diverses natures qui peuvent intéresser énormément les monde économique suisse à partir du pétrole, diamant, agriculture, pêche, bois, marbre, etc. Bref, les portes de l'Angola sont ouvertes pour accueillir les hommes d'affaire suisses.

N'gola : Que seront vos priorités vis-à-vis de la diaspora angolaise en Suisse, qui est, comme vous le savez, diverse et variée ?

J.F.M : Après l'ouverture du Secteur Consulaire au sein de l'Ambassade à la diaspora, la prochaine démarche consiste à aller à sa rencontre partout où elle vit dans le territoire suisse. Ces rencontres nous permettrons d'informer notre communauté de ce qui se passe au pays, d'un côté et de l'autre, écouter leur réflexion sur la politique du gouvernement, car en tant que citoyens angolais ils ont des devoirs vis-à-vis du pays. Ce sont des rencontres qui nous permettrons d'établir des mécanismes durables pour tisser des liens entre le gouvernement et la communauté angolaise de la diaspora en Suisse.

Pour mener à bien cette tâche qui ne semble pas facile, nous sollicitons la collaboration des responsables d'Associations des angolais en Suisse et surtout de la revue « N'gola » pour une mobilisation générale de tous les angolais à répondre à appel de l'Ambassade. Unis, nous pouvons construire une Nation puissante, prospère et responsable où la faim, la misère et la pauvreté ne trouveront plus de place.

Et dans cette phase de la reconstruction de l'Angola, nous estimons que la diaspora angolaise a des devoirs à accomplir vis-à-vis du pays, c'est-à-dire, en bons citoyens, contribuer activement aux efforts de la reconstruction nationale à l'exemple d'autres communautés dans le monde.

N'gola : En guise de conclusion, quel message, Votre Excellence, adresseriez-vous à la communauté angolaise en Suisse ?

J.F.M : Mon message à la communauté angolaise se résume en trois points :
- Je demande aux membres de la communauté angolaise d'être bien unis car, dit-on, l'union fait la force. Et forts, nous saurons faire face à toutes les barrières, toutes les difficultés qui peuvent se dresser sur notre passage.
- Je demande à la communauté angolaise de porter l'Angola dans leur cœur afin de pouvoir la servir avec amour, abnégation et esprit de sacrifice.
- Respecter les différence politiques, religieuses, ethnique, culture de Paix tant souhaitée par le gouvernement et par le peuple angolais devienne une réalité qui favorise l'esprit d'engagement aux efforts de la reconstruction nationale.

Bref, tous unis. Réfléchissons pour une Angola économiquement puissante, respectée et respectueuse.

Interview réalisée par la rédaction de N'gola. P. Kiangebeni, A. Sadi & J. Nkidiaka

Portrait de M. Mputo N'dongala Joseph, Conseiller de Presse et Communication à l'Ambassade de l'Angola en Suisse.

Joseph Mputo N'dongala, 52 ans, marié et père de 4 enfants. - Diplômé en Pédagogie au Collège Protestant Emile Disengomoka à Mbanza Ngungu.
- Diplômé en Histoire et Sciences Sociales - option pédagogie appliquée à l'Université Nationale du Zaire - ISP Kisangani en RDC de 1972 - 1976.
- Diplômé en Relations Internationales - option stratégie au Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (CEDS) à Paris/France.

Journaliste depuis 1968. De 1973-76 il est correspondant permanent à Kisangani de l'hebdomadaire sportif africain, «Congo Sports» (Massano) édité à Kinshasa et dirigé successivement par MM. Camile Mwissa Camus et Lucien Tshimpumpu.

À la même période, il est collaborateur sportif à la " Voix du Zaïre " à Kisangani, où à l'inauguration de station régionale de la Télévision du Zaire à Kisangani, il en devient le premier présentateur sportif.

Rentrée à Luanda en août 1976, il est embauché à la Direction Générale de la Jeunesse et de Sport où il est placé au Cabinet de Presse.

Dans ses nouvelles fonctions, il offre sa collaboration à la Radio Nationale d'Angola (RNA) où il mettra en application sa longue expérience de journaliste sportif, en contribuant à la création de service des sports et du programme de la gymnastique matinale.

A la création du Secrétariat d'Etat aux Sports, il est promu Conseiller de Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Sports . A ce poste, il joue un rôle important dans la création de la Fédération Angolaise de Football (FAF) en 1978.

Dans le domaine de la presse, il a collaboré avec le journal sportif français «L'équipe» - cahier Afrique. À la disparition de celui-ci, il fera partie du groupe des journalistes sportifs fondateurs de Mensuel Sportif Africain «Jeux d'Afrique» sous la direction du sénégalais Ibrahim Soumaré. À la faillite de Jeux d'Afrique, il est sollicité par la direction du journal sportif africain « Afrique Football» dirigé par MM. Hédi Hamel et Gerard Dreyffus, ce dernier actuel Chef de Service de Sports à la Radio France Internationale (RFI) à Paris.

De 1989-1992, il est membre de la Commission de Presse de la Confédération Africaine de Football (CAF) et de l'Union de Journaliste Sportif Africain - Zone 4 du Conseil Supérieur de Sports en Afrique «CSSA».

En 1980 aux Jeux Africains d'Alger, il est sollicité par le Secrétaire Général du Conseil Supérieur de Sports « CSSA » pour assumer les charges intérimaires de Secrétaire Général de l'Union de Journalistes Sportifs Africains.

En Angola, en 1978, il quitte le Secrétariat d'Etat aux Sports pour l'Agence Angolaise de Presse « Angop » où il va connaître des nouvelles promotions au sein de la rédaction (Rédacteur en Chef- adjoint au desk français – Chef de Service de Sport – Chef de bureau « d'Angop » auprès du Protocole d'Etat, Directeur des Relations Publiques et de la Coopération Internationale et puis, Assistant à la Direction Générale jusqu'en février 1992, mois qu'il quitte l'Angola pour rejoindre son nouveau poste d'attache à l'Ambassade d'Angola à Paris-France.

À Paris, il organise le Service de Presse et créa le bulletin et la Revue « Angola-Infos » , puis le manuel « Angola-Guide» (2 éditions - 1998 1999). En mai 2000, après huit ans à Paris il est transféré à Genève à l'Ambassade et Mission Permanente d'Angola en Suisse où il occupe les mêmes fonctions de Conseiller de Presse et Communication.

Ex-footballeur des équipes St. Paul de Kinshasa (Barumbu-1ère Division), de Dragons Inkisi et de Castors de Mbanza-Ngungu (1ère Division) avec lesquelles il disputa des rencontres de la Coupe du Zaïre.

A Luanda (Angola), il a assumé pendant des longues années les charges de Conseiller aux Présidences de Clubs Miltaires de " Primeiro de Agosto " , du Comité Sportif National Militaire "CODEMN" et à la Féedération Angolaise de Football (FAF).

Opinion

Quels rôles attribue-t-on à une mission diplomatique ?

Nous savons tous que nous pouvons être représentés à travers le monde par voie diplomatique. Ce dispositif qui nous offre cette opportunité est ce qu'on appelle « Ambassade ».
Il convient donc à définir les rôles que doivent jouer l'Ambassade auprès des pays où elle représente son pays d'origine.

Dans tous les cas, l'Ambassade apparaît comme une véritable machine à transmettre les informations depuis le pays où elle est représentante vers son pays d'origine et inversement. En fait, l'Ambassade est un état étranger inclus dans un état dans lequel il est représentant de son propre pays.

Les diplomates, ceux que nous pourrions aussi appeler fonctionnaires de l'Ambassade, ont un rôle déterminant à jouer au sein de l'Ambassade. Contrairement à ce qu'on observe dans les pays en voie de développement, ils
ne sont désignés que pour servir les intérêts des pays étrangers plutôt que de garantir et sauvegarder les intérêts de leurs propres pays, et encore plus loin, attirer les investisseurs ou les industriels au profit de leurs pays dont ils sont représentants.

Dans le domaine commercial par exemple, trouver des agents commerciaux à l'étranger auprès desquels les pays peuvent fournir des produits de qualité. Ceci amène à croire que l'Ambassade, par son rôle, est aussi une grande
porte vers le développement pour un pays. Malheureusement ce que nous remarquons dans certains pays africains, les diplomates sont beaucoup plus au service des étrangers qu'ils ne les sont à leurs compatriotes. Ils leur octroient facilement les visa. Soulignons que certains compatriotes ont des difficultés ne serait-ce que pour inscrire leurs enfants dans leurs passeports. Quand il s'agit d'obtenir un passeport auprès de l'Ambassade de l'Angola,
il faut attendre environ une année ou plus, sinon il faut se rendre soit même en Angola.

Voici un exemple pour illustrer un bon fonctionnement d'une Ambassade. En août dernier, j'ai accompagné un copain Marocain à son Ambassade pour un changement de passeport. Il lui a fallu seulement quarante cinq minutes entre la remise de l'ancien passeport et le retrait du nouveau passeport.

A l'heure actuelle, chez nous, les Angolais, nous sommes confrontés à un autre problème. Pour chaque voyage pour Kinshasa, il faut passer à l'Ambassade de l'Angola pour qu'il vous accorde l'autorisation de sortie vers
le pays de résidence d'où vous venez. C'est donc l'Ambassade qui décide finalement le retour de ses ressortissants vers leurs pays de résidence ; alors, tenez-le bien, dans un pays étranger, la République Démocratique du Congo.

Comble de procédure, l'ambassade établie l'attestation de sortie adressée à la direction de la Sabena ou Swissair, particulièrement les deux compagnies aériennes, car les autres compatriotes voyageurs des autres compagnies d'

aviation, n'ont pas été l'objet de cette complicité. Le coût de l'attestation de sortie établie par l'ambassade revient à 10 dollars.

Mais, comme il est de coutume dans ces pays où les règles ne sont pas bien établies, chacun fait ce que bon lui semble. Malheureusement pour l'ambassade, c'est Sabena ou Swissair qui établie la liste des passagers, tenant compte, bien sûr de leurs réservations.

De ce fait, nous avons été informés que certains compatriotes ont préféré passer par d'autres voies de « corruption » en payant 50 dollars que de passer par l'ambassade où l'on doit encore subir une série de questions comme si on demandait encore l'asile dans son propre pays.

Ainsi, on se demande pourquoi les autorités Angolaises ne le font-elles pas dans tous les pays où se trouvent les angolais. En fait l'idée cachée derrière cette manœuvre est de dissuader les intrus, sinon attraper les individus jugés comme ennemis au régime angolais. C'est injuste.

Injuste, dans le sens que certaines personnes, en contact direct avec ces compagnies aériennes gonflent leurs poches alors que les fonctionnaires de l'ambassade en sont démunis.

Injuste également, parce que les passeports émis par des représentations diplomatiques angolaises en Europe ne sont pas reconnus à l'ambassade de l'Angola en République Démocratique du Congo.

Au regard de tout ce qui précède, nous pouvons dire dès lors nous interroger sur les rôles de nos Ambassades par rapport à leurs attributions. **Eduardo Lubanzadio**.

Cela nous concerne tous !
Accueil ou sélection dans les consulats ou ambassades : Traitement de faveur ou ignorance ?

De plus en plus, les Angolais se plaignent de l'accueil qu'on leur réserve dans leurs représentations à l'étranger. Ce qui suit ne se passe pas encore à l'Ambassade angolaise en Suisse. Nous ne le souhaitons pas. A Genève, l'accueil est chaleureux, courtois. Nous pouvons l'affirmer après vérification. Au contraire l'Ambassade attend les Angolais ! Le nouvel Ambassadeur nous l'a dit. Cette Ambassade est pour tous. Ce n'est pas le cas ailleurs.
Première scène : Un Angolais, (appelons un chat par son nom : l'Angolais est un «regressado», qui ne connaît pas l'Angola et ne parle pas la langue portugaise), donc, il se présente à l'Ambassade pour régulariser sa situation. Il a besoin des papiers de légitimité. L'accueil est froid, voire même hostile. «Quoi ? Un Angolais qui ne parle même pas portugais ! Comment peut-on croire que vous êtes un *vrai* Angolais ?» Gêné, le «regressado» ne sait plus quoi dire. Le dialogue est faussé. On le fera attendre des heures, des jours, des mois. Que des embêtements...
Deuxième scène : Le même jour à l'Ambassade. Une Angolaise noire se présente. Elle parle portugais. Mais avec une pointe d'accent qui trahit qu'elle a vécu à Kinshasa. Elle a pourtant grandi aussi à Luanda, en Angola. Elle veut faire régulariser les papiers pour ses enfants. Il faut l'inscrire sur son passeport. Elle explique tout cela à la réceptionniste métisse qui s'ennuie visiblement au guichet, mais garde son air hautain. «Attendez dans la salle d'attente là-bas !», lui intime-t-elle. Entre un troisième personnage, un Angolais blanc et deux étrangers européens. La mine de la réceptionniste s'éclaire, l'œil brillant. Elle décroche le téléphone. Un diplomate de l'Ambassade arrive, courtois, obséquieux, le sourire large sur son visage noir, les dents dehors. Les trois personnes sont immédiatement reçues dans le bureau. Indignation de deux premiers venus. « Plutôt de rouspéter, vous feriez mieux de nous remercier de vous accepter encore vous

autres étrangers du Zaïre...» Finalement, les deux «regressados» recevront leurs papiers, mais partiront très amers.
Ces scènes, tout le monde l'a vécue des milliers de fois. Des efforts doivent être fournis du côté de nos représentants à l'étranger. Tant au niveau de l'information que de la qualité d'accueil des compatriotes qui, et c'est toute l'histoire dramatique de l'Angola qui le veut, n'ont que le seul mal de posséder un accent en portugais ou pire, ne pas parler le portugais. Bien entendu qu'ils doivent faire des efforts pour apprendre et maîtriser la langue portugaise, est-ce que cela résoudra la xénophobie et le rejet entre Angolais? Aux autorités de répondre. **A. Domingos** P.

Halte à la gué-guerre entre Angolais de la diaspora !

Loin de moi l'idée de heurter les bonnes consciences, j'ai conçu ce petit mot dans le but d'interpeller toutes les Angolaises et tous les Angolais vivant en Europe sur la nécessité d'entretenir de bonnes relations entre nous, durant toute la période de notre séjour conjoncturel à l'étranger. Je dis donc tout haut ce que chacun de nous pense tout bas au sujet de l'attitude des Angolais de la diaspora à l'égard de leurs compatriotes.

De façon générale, le comportement de l'Angolais vivant à l'étranger ne suscite pas trop d'inquiétude vis-à-vis du peuple d'accueil. C'est le cas en Suisse où, l'intégration de l'Angolais ne pose pas assez de problèmes du fait qu'il se démarque nettement des bandes qui s'adonnent à la criminalité de tous genres. Par conséquent, il est rare de rencontrer un sujet angolais croupissant dans les prisons helvétiques. Les Angolais sont réputés pour la plupart sympathiques, travailleurs, intelligents mais hypocrites…

Cependant, le torchon brûle entre Angolaises et Angolais de la diaspora. Une gué-guerre qui n'en dit pas son nom mais, demeure omniprésente au sein de la communauté angolaise. Plusieurs causes sont, à mon sens, à l'origine de la mésentente, l'antipathie, la jalousie et la haine dont font montre certains angolais à l'égard de leurs compatriotes, à savoir :

- le complexe de supériorité et/ou complexe d'infériorité
- la concurrence déloyale
- l'excès de zèle dû à l'intégration démesurée
- la jalousie engendrée par la légèreté de la femme
- l'obtention du permis de séjour

Nul n'ignore les principales raisons qui nous poussent à solliciter l'asile en Europe. Mais, si certains compatriotes font partie des cerveaux ayant déserté le pays, d'autres n'ont malheureusement pas pu parachever leurs études pour des raisons évidentes liées à l'insécurité et au délabrement du tissu économique de l'Angola en proie à une guerre civile depuis un quart de siècles. Or, une fois admis à l'étranger, les requérants d'asile sont tous soumis aux mêmes conditions. Jeunes, adultes, analphabètes ou lettrés, tous ont les mêmes chances ou presque sur le marché de l'emploi. Cette situation conjoncturelle se trouve souvent être la pierre d'achoppement, le déclencheur de la concurrence, des rancunes et règlements des comptes.

Il s'installe petit à petit au sein de la communauté angolaise d'Europe l'esprit de la concurrence déloyale et inutile. Plutôt que d'économiser pour investir au pays où les populations croupissent dans la misère noire, à la suite de l'interminable guerre fratricide, d'aucuns s'adonnent à des gaspillages dans le seul but de se faire valoir auprès de leurs compatriotes (M'as-tu vu ?). Les foyers de tension sont aujourd'hui légion. Plusieurs angolais ne s'adressent plus la parole. Ils

se distillent entre eux des injures, des mensonges et des médisances. Le téléphone constitue l'instrument par excellence pour véhiculer la haine, la vengeance et le mépris.

Bon nombre de compatriotes ayant choisi de se marier aux étrangers foulent aux pieds le sacré-credo de la solidarité. Ils sont à la base de l'exclusion qu'ils imposent à leurs sœurs et frères du pays. Sous le fallacieux prétexte d'accélérer le processus de leur intégration, ils se révèlent hermétiques à l'endroit de leurs semblables. Ils jouissent des préjugés structurels. Leurs compatriotes apparaissent à leurs yeux comme des jaloux, des profiteurs voire des malhonnêtes.

Les différends qui opposent souvent les Angolais mariés aux étrangers (de deux sexes) à ceux qui ne les sont pas prennent parfois des allures inquiétantes, susceptibles de dégénérer au niveau des membres de familles restés au pays. La convivialité est bannie dans les rapports qu'ils entretiennent avec leurs compatriotes. Et pourtant, l'intégration ne suppose en rien l'acculturation, encore moins le reniement de sa patrie ou de ses habitants.

Si en Angola le clivage entre « shungura » et « zaïrens » demeure un sujet d'actualité, l'Europe n'est pas en reste. Il s'observe entre les filles et les fils de notre pays des querelles intestines qui ont parfois pour soubassement une jalousie engendrée par la femme (européenne, suissesse, africaine, ou angolaise). Que d'unions ne se sont disloquées à cause de l'infidélité d'un des conjoints avec un(e) ami(e) ou un(e) proche d'un des époux ? Plusieurs ménages bien que résistant contre les médisances et/ou les critiques de leurs compatriotes ne tiennent que sur un fil. Entre-temps, les conflits des Angolaises et Angolais de l'étranger vont crescendo et s'exacerbent au point de devenir une véritable gangrène.

L'obtention du permis de séjour par certains compatriotes constitue aussi la raison majeure de dissension. Les détenteurs de ce document font souvent montre d'orgueil à l'égard de leurs compatriotes requérants d'asile. Ils les minimisent et vont, de fois, jusqu'à chercher à leur ravir leurs copines. Quant à ceux qui attendent patiemment la régularisation de leur situation, ils sont jaloux de savoir X ou Y détenteur du titre de séjour. Le fossé que crée la catégorisation de ces deux types d'angolais à l'étranger n'est pas bien perçu par nos sœurs et frères.

Que faire pour remédier à la gué-guerre entre Angolais de l'étranger ? Nous croyons que le mal est tellement profond qu'il faille avant tout permettre aux uns et aux autres d'en prendre conscience. Ce petit mot se veut ainsi un appel pathétique que je lance à tous mes compatriotes de la diaspora.

Taisons nos querelles intestines en ayant présents à l'esprit la lourde tâche qui nous attend au pays, une fois la paix et la concorde retrouvées. Privilégions tout ce qui nous rapproche au détriment de ce qui peut nous désunir. Nul n'est parfait ; chacun de nous possède des qualités mais aussi des défauts. L'espoir du peuple angolais meurtri repose sur nos épaules. A nous d'apprendre les bonnes vertus, en vue de recréer demain une société moderne, démocratique, tolérante et accueillante.

Mankumbani Antonio, St Gallen.

Activités de l'Association

Le rôle de l'AAS dans la communauté angolaise en Suisse

Nous rappelons à nos compatriotes que l'AAS est à la portée de tous les Angolais. Comme notre statut le définit, l'AAS a pour but et objectifs de consolider des liens entre Angolais séjournant ou résident en Suisse, de créer un cadre d'entraide, de maintenir des contacts entre Angolais afin de renforcer la solidarité entre angolais, de sauvegarder notre identité et nos valeurs culturelles.

L'AAS à fêté son 17ème année d'existence au mois de juillet, alors que beaucoup de nos compatriotes oublient encore que l'AAS est là pour tous les Angolais, qu'il soit membre ou pas.

Cependant, certains de nos compatriotes cherchent à contacter l'AAS seulement quand ils sont confrontés à un problème. Des fois, ces problèmes sont exposés tardivement. Dans de cas pareil, l'AAS trouve difficilement la solution. Et, quand la solution trouvée n'est pas satisfaisante à l'intéressé, automatiquement, il juge que l'AAS n'a jamais résolu les problèmes présentés par leurs compatriotes. Beaucoup de compatriotes exigent souvent leurs droits mais ils oublient leurs devoirs et obligations envers l'AAS.

A titre d'exemple, l'ASS a été confrontée dernièrement à un problème sérieux de l'un de nos compatriotes habitants dans le canton de Vaud qui a perdu son fils de 15 ans, le 29 juin dernier, dans des conditions mystérieuses à Aquaparc à Bouveret où l'enfant est allé avec les collègues de sa classe dans le cadre d'une course d'école.

Mais, le parent n'étant pas membre de l'AAS, cette dernière a fait un grand travail. Elle a intervenu en sensibilisant les médias suisses sur la situation et elle a orienté a famille vers les démarches à entreprendre et même proposé à la famille un avocat afin de déposer une plainte pénale pour homicide par négligence.

Aujourd'hui, l'AAS accompagne la suite de la plaine déposée par la famille. Dans cette contexte, l'AAS lance un appel à tous les compatriotes angolais qui n'ont pas encore adhéré à l'association de contacter le comité de Section des cantons de leurs résidences pour demander les fiches d'adhésion. Dans le canton où la section n'est pas encore créée, ils doivent s'adresser au secrétariat général de l'AAS.

A. Pedro Buanga, Président.

Remerciement à la Sœur Denise Marie Bauffle

Au nom de la communauté Angolaise en particulier, l'AAS remercie le travail et le sacrifice que Sœur Denise a rendu aux Angolais durant son séjour en Suisse dans le cadre de son travail au service social de la Paroisse Notre Dame du St-Valentin à Lausanne.

Aujourd'hui Sœur Denise a prit sa retraite. De passage à Lausanne, elle salue à travers son président, tous les membres de l'AAS. Ensemble, prions et travaillons pour que la Paix revienne en Angola.

P.A.Buanga

Yves Brutsch :" l'Association des Angolais en Suisse,
un exemple qui mériterait d'être suivi par d'autres"

Travaillant dans un service qui s'occupe de réfugiés provenant de plusieurs dizaines de pays d'origine, j'ai toujours regretté qu'il soit difficile de trouver des interlocuteurs représentatifs. L'exil et ses problèmes poussent bien sur chacun à faire face pour lui-même à ses propres problèmes et certaines communautés sont aussi profondément divisées par des facteurs ethniques ou politiques. De ce point de vue, j'ai toujours été admiratif devant la capacité des Angolais de Suisse à s'organiser en association par delà les clivages traditionnels et à prendre en main leur propre destin malgré toutes difficultés. Durement touchée par une longue guerre civile et par une politique de renvoi des autorités suisse qui minimise les dangers encourus, la communauté angolaise de Suisse a su malgré tout s'organiser contre vents en marées pour faire entendre sa voix et pour encourager ses membres à trouver leur place dans la société d'accueil tout en gardant leurs racines et leur attachement à leur pays. C'est un exemple qui mériterait d'être suivi par d'autres, et qui mériterait aussi d'être mieux reconnu, et peut être mieux soutenu par nos autorités comme par la société civile suisse. **Yves BRUTSCH**, Centre Social Protestant de Genève, Secteur réfugiés.

Elections Angolaises en 2001

M. MFULUMPINGA L. VICTOR, leader du PDP-ANA à Genève :

"Les partis «Papistes» sont Amorphes, *je les combats !" (un résumé de Alfonso Sadi)*

En tournée européenne pour sa campagne de sensibilisation en vue des prochaines élections présidentielles en Angola, prévues pour l'année prochaine, M. Mfulumpinga Landu Victor, leader du Parti Démocratique pour le Progrès de l'Alliance Nationale, PDP-ANA, s'est arrêté en Suisse, où il a donné une conférence-débat à l'Hôtel Noga-Hilton de Genève, le 7 octobre dernier.

Devant un public nombreux venu l'écouter, M.Mfulumpinga s'est livré à l'exercice de l'exposé, en résumant sur les deux thèmes à développer dans son intervention : le volet militaire, et ensuite les élections présidentielles de 2001 en Angola. Avant de développer ces deux thèmes, l'orateur a précisé que c'est le président José Eduardo dos Santos qui a annoncé ces élections à l'île de Sal (au Cap-Vert), alors qu'il était de retour des Etats-Unis pour une escale.

Entrant dans le vif du sujet, M.Mfulumpinga entama le premier point de son exposé, c'est-à-dire, la situation politico-militaire actuelle en Angola. Il a brièvement survolé l'historique du conflit angolais et parla du Mpla et de l'Unita, leurs rencontres depuis les signatures des accords de Bicèsse, en 1991, au Portugal, et des protocoles d'accords de Lusaka, le 20 novembre 1994, en Zambie. Pour lui, malgré ces divers accords, les deux protagonistes n'ont réellement pas envie de faire la paix, puisque cette situation de non-paix les profite. Cela leur permet de se livrer à divers trafics de pétrole ou de diamant. Ils profitent de la guerre pour s'enrichir. La guerre devient donc une sorte de «business». Tout le monde y gagne. A commencer par leurs responsables.

Sans la guerre, il n'y a pas d'arguments pour convaincre l'opinion angolaise. Pour le Mpla, dit-il, le gouvernement ne peut rien faire tant que l'Unita occupe des provinces et détruit le pays. Pour l'Unita, le Mpla n'a pas sa place à Luanda puisqu'il n'a pas été mandaté par l'ensemble du peuple angolais. Il n'y a jamais eu des élections libres en Angola. Le Mpla a triché et José Eduardo dos Santos n'a pas remporté les élections. Fustigeant les deux mouvements du Mpla et de l'Unita, M.Mfulumpinga se place au dessus de la guerre et exige la négociation immédiate pour arrêter la guerre. Pourquoi cette guerre se prolonge-t-elle ? Parce que la guerre est le seul moyen d'existence de ces deux mouvements.

Son parti, le PDP-ANA fait partie de l'opposition non-armée, légale, représenté au Parlement. M. Mfulumpinga est lui-même Député. Outre sa fonction de professeur à l'Université Agostinho Neto de Luanda. Son combat se veut politique. Assumer résolument son rôle d'opposition sans faire de concession à la politique du gouvernement du Mpla. Une opposition musclée, contrairement aux autres partis politiques qu'il qualifie de «Papistes». Les Partis «Papistes» sont une création du

Mpla, inféodés aux «Partis des Alliances Présidentielles» (P.A.P.). C'est une opposition molle, avec des membres peureux. Lui, Mfulumpinga, n'a pas peur de critiquer, de dire la Vérité. Ce qui est son véritable rôle d'opposant. Il existe en Angola une nouvelle maladie qui s'appelle «la Renovapatite». Une maladie politique grave, qui consiste à dire oui-oui, une opposition molle. Qui ne soutient pas ouvertement le Mpla mais en privé il se passe des choses louches. Mfulumpinga se dit faire partie de l'opposition réelle. Une opposition active, qui n'a pas peur d'affronter politiquement le Mpla. Les «papistes» sont des partis fantomatiques. Des petits partis bidons, qui n'existent que pour toucher des subsides de l'Etat, après avoir bien étudié le système de la commission électorale. Qui sera le thème de son deuxième sujet de la conférence.

Devant la dégradation de la situation en Angola, M. Mfulumpinga exhorte le Mpla et l'Unita d'arrêter de faire la guerre et de chercher la négociation. Le Mpla ne viendra jamais à bout de l'Unita. C'est une utopie de rêver d'éliminer l'Unita armée. Et de son côté, l'Unita doit cesser de rêver de faire partir le Mpla du pouvoir par les armes. L'Unita ne parviendra pas à battre le Mpla puissamment armé et qui tient à garder le contrôle du pays par la force des armes. Les deux frères ennemis doivent négocier. Le PDP-ANA pense pouvoir apporter des solutions politiques pour le pays. Mfulumpinga veut insuffler un nouveau visage politique pour aider les Angolais.

Le deuxième volet de sa conférence sera essentiellement électoraliste. Les élections présidentielles s'annoncent palpitantes. Qui, des hommes politiques angolais aborderaient les vrais problèmes qui préoccupent les Angolais, et ils sont nombreux. A Luanda, par exemple, le phénomène des enfants de la rue, des orphelins, des handicapés, des veufs ou veuves de guerres, la délinquance juvénile, des nouveaux phénomènes inconnus qu'on découvre un peu partout dans le pays. La jeunesse angolaise désœuvrée est un phénomène insupportable. Le PDP-ANA veut s'attaquer à ce problème douloureux. Concernant ces élections présidentielles, M. Mfulumpinga déclare : «Je suis le seul capable de battre José Eduardo dos Santos et le Mpla». Et de parler de sa vision politique et de faire des propositions. L'exposé fut brillant.

Le débat qui suivit fut aussi riche en échanges. < M. Mfulumpinga, tout le monde ici dans la salle a noté votre sens patriotique et reconnaît votre courage. Nous vous demandons de nous convaincre dans votre projet politique>, a dit un intervenant. Il semble que dans son exposé des flous existent. Son appui avec l'Unita de Savimbi lors des élections de 1992, l'avenir de son parti, ont été les deux thèmes qui ont dominé. Pour l'orateur, le PDP-ANA s'associe avec la société civile, représentée par les églises angolaises en vue d'aboutir à une solution de la crise angolaise. Concernant le Code électoral, M.Mfulumpinga veut d'abord la création d'un gouvernement de transition qui assumera l'intérim et organisé le bon déroulement des élections, avec le concours de tous les partis politiques du pays et la société civile. Ensuite, il faut effectuer un recensement national dès que les conditions seront réunies, car ne l'oublions pas, le pays est toujours en guerre et les mines sont un peu partout. Enfin, le mot de la fin de M.Mfulumpinga sera de dire que son parti s'ouvre à tous les Angolais et les nouveaux adhérents sont les bienvenus.

Pour clore cette conférence, c'est au Président de l'Association, M. Pedro Buanga de remercier notre hôte, M. Mfulumpinga, au nom de l'Association et de la communauté angolaise en Suisse, dans un discours brillant et émouvant. **Alfonso Sadi**

Mot de circonstance prononcé par le président de l'AAS à l'occasion de la conférence-débat de M. Mfulumpinga, député national, membre de l'opposition et leader du PDP-ANA en Angola.

Chers Invités,
honorable ingénieur Mfulumpinga L. Victor

Au terme de la brillante conférence à laquelle nous venons d'assister en ce jour dans le magnifique cadre de l'Hôtel Hilton de Genève, qu'il me soit permis, au nom de toute la communauté ici présente, à celui du Comité Exécutif de l'Association des Angolais en Suisse, AAS en sigle, que j'ai le privilège de présider ainsi qu'à mon nom propre, de remercier solennellement M. MFULUMPINGA, Député National, Membre de l'Opposition et Président du Parti Politique PDP-ANA pour sa disponibilité.

La rencontre de ce samedi 07 octobre 2000 sera inscrite en lettre d'or dans les annales de l'AAS, en ce sens qu' elle complète la liste déjà longue des intervenants en Suisse appartenant à la classe politique angolaise de toutes les tendances politiques, sans distinction aucune. Mais à tout Seigneur tout honneur, il importe de rendre hommage aux Représentants en Suisse du Parti politique PDP-ANA, grâce à qui la Conférence débat de M. Mfulumpinga à été rendue possible. Il va de soi que l'A.A.S. aura collaboré du mieux qu'elle l'a pu à la tenue de cette rencontre.

Je profite de cette opportunité pour réaffirmer le caractère apolitique de l'AAS, conformément aux dispositions contenues dans le statut qui la régit. Néanmoins, il est nécessaire de stigmatiser le fait que la neutralité de notre association ne signifie en rien un laxisme, encore moins une passivité de la part des Membres du Comité Exécutif face aux enjeux politiques de notre Nation. L'A.A.S. reste ouverte aux sollicitations des filles et fils du pays dans le cadre bien compris de la recherche des voies et moyens susceptibles d'engendrer la paix et la réconciliation nationale.

En guise d'illustrations et en vue de bien fixer les idées, il sied de vous remémorer les rencontres du même genre organisées par nos associations au cours de ces cinq dernières années.
L'A.A.S. a reçu M. Pinto João de la CNDA-, le Dr Chicato de l'Unita ancien ministre de la santé de GURN-, M. Mendes de Carvahlo du Mpla, député a l'assemblée nationale,etc.
Je forme le vœu de voir toutes les forces vives de notre Nation- qu'elles soient de gauche ou de droite- concourir dans la recherche de la paix et de la réconciliation nationale. Tout doit être mis en œuvre afin d'éradiquer à jamais la guerre fratricide qui décime nos populations innocentes. La diaspora angolaise de Suisse est appelée à mettre la main à la pâte pour ne pas rater le rendez-vous de l'histoire dans le rétablissement de l'accalmie, en vue du règlement de la crise angolaise qui ne va plus tarder sans aucun doute.

Avant de clore ce petit mot de circonstance, je tiens à réitérer mes félicitations à l'endroit de l'honorable Mfulumpinga, orateur du jour pour la qualité de son intervention, et le courage d'être à la tête d'un parti d'opposition dans un pays déchiré par une guerre civile inutile qui est devenu une authentique compétition de football où l' on assiste de fois, 1^{ero} de agosto à la tête du classement et le lendemain c'est le Mambroa ; l'arbitre et les juges de touche sont les occidentaux, et les spectateurs, misérables affamés qui sont les peuples, n'arrivent plus à applaudir.
Mes remerciements s'adressent également à tous nos compatriotes ayant répondu à cet important rendez-vous ; une façon pour eux de témoigner leur détermination à sortir l'Angola de l'impasse en vue de sa reconstruction dans la sérénité et la paix des esprits de toutes les filles et de tous les fils du pays. L'A.A.S. prône haut et fort sa neutralité ainsi que son apolitisme. Elle n'est et ne sera jamais le solde d'une tendance politique telle qu'elle soit. Toutefois, elle milite pour une large ouverture à toutes les sensibilités politiques pour autant que celles-ci contribuent à la recherche d'une paix durable et de la concorde nationale.

Je vous remercie. BUANGA PEDRO ALVES KIAKU-KIAKU, Président de l'AAS

Racisme

Chronique judiciaire

Agression policière en France voisine

Cela n'arrive pas qu'aux autres. Détrompez-vous. Nous ne sommes pas à l'abri des bavures policières tant ici en Suisse ou en France voisine. La Police n'aime pas les Noirs ou les étrangers. C'est un constat. Depuis, on note de plus en plus la multiplication des agressions, des interventions policières, et leurs brutalités. Le rôle de la police est de faire respecter la loi, et respecter les individus. Mais souvent en Europe, cette même police faillit à son devoir de protéger tout individu, indépendamment de ses origines sociales ou raciales. Combien d'affaires étouffées par la Police lorsqu'il s'agit de l'implication des Noirs !

Dans les Tribunaux, la parole d'un Noir ne vaut rien. Il suffit d'un témoignage d'un Blanc pour se faire condamner. Cette injustice doit être dénoncée. C'est notre devoir de journaliste indépendant. Notre liberté de presse libre. Notre devoir d'être humain, notre liberté d'expression.

Pour preuve ? La mésaventure d'un de nos amis camerounais qui habite en France voisine. Un jeune homme de 32 ans, marié et père de 3 adorables enfants métis. Lorsque nous l'avons croisé ce mardi 8 août, en France voisine, à la frontière de Fossard, le visage déformé, nous avons ressenti comme un choc. Son histoire paraît pourtant banale à première vue. P.E. se rend à la Poste de gaillard pour retirer son argent. Il avait déposé plusieurs chèques et veut savoir si elles sont déjà créditées sur son compte. Le guichetier le reçoit froidement et se montre insolent, voire même, manifestement raciste. Le ton monte. La responsable par intérim, appelé afin de donner une réponse à P.E., se montre insolente et méprisante, au lieu de tenter de calmer les choses. Soudain, la police municipale alertée, se présente à la Poste. Les choses allaient se calmer, lorsque débarque la police nationale, l'air menaçant. Dès que les policiers ont vu qu'il s'agit d'un Noir, ils foncent sur celui-ci, le brutalisent, lui demandent les papiers d'identité. Ils le plaquent au sol et lui passent des menottes. Devant sa protestation, on le roue des coups. L'un des policiers prétend même qu'il a été mordu ! Aucune trace des morsures sur lui. P.E. se retrouve à l'hôpital et le médecin constate des contusions au cou, au coude et au pied gauche. Il prescrit un arrêt de travail de dix jours. L'affaire passe au Tribunal. Connaissant la suite de l'histoire par avance, nous ne pouvons que dénoncer cette brutalité policière, qui, rappelons-le, ne se passe pas seulement en France. En Suisse aussi de telles bavures se répètent de plus en plus. Et les victimes sont souvent des Africains Noirs. Nous exigeons des sanctions immédiates face à ces genres d'attitudes aux étrangers de couleur. **A.Sadi**.

Justice à deux vitesses ?

Un Tribunal peut se transformer en une machine à broyer l'homme. Combien de vies de gens sont gâchées à la sortie d'un Tribunal suite à un procès injuste! Il faut savoir aussi qu'au Tribunal, sans argent pour se payer un bon Avocat qui peut mieux défendre vos droits, vous n'avez aucune chance de gagner un procès. L'Africain qui a maille avec la justice l'apprend à ses dépends. Avoir affaire avec la machine juridique pour un Noir n'est pas une sinécure. Les juges expédient un dossier bâclé dont l'accusé ou le condamné est démuni, pauvre, et bénéficie d'une aide judiciaire de l'Etat. Certains avocats désignés ont toujours l'impression de perdre leur temps pour une affaire qui ne leur rapporte rien ou pas grand-chose. Un Avocat n'est pas un philanthrope. Pas plus qu'un procureur ou un juge, qui n'ont pas d'état d'âme lorsqu'ils prennent leurs décisions pour trancher. La loi est la loi? Les juges et les avocats sont parfois d'un copinage...Or, selon la loi tout présumé est innocent jusqu'à preuve du contraire. La loi dit aussi que tout individu a droit à l'assistance juridique pour préserver ses droits. Le droit doit s'efforcer d'atteindre l'idéal de l'équité.

Dans le cas ci-dessus, nous avions assisté à un procès différent. Le 4 octobre, le Tribunal de Thonon s'est transformé en une salle de meutes contestataires. Puisqu'il s'agissait d'une affaire de racisme de policiers français qui ont passé à tabac un Africain. Si souvent ce genre d'affaire se passe dans l'indifférence, cette fois la Police a eu tort de s'en prendre à notre ami qui a des soutiens. Un comité de défense d'une dizaine de personnes, des Blancs comme des Noirs, venus de la France voisine et de Genève, a investit la salle d'audience du Tribunal. Nous étions décidés à faire du bruit et faire entendre nos voix. Des pétitions ont été signées, et une lettre envoyée au Préfet de la Région Rhône-Alpes, avec copie pour information à diverses hautes personnalités de l'Etat français et Organismes internationaux. Cette sensibilisation était importante pour faire comprendre à l'opinion le danger du racisme et du dérapage policier ou juridique. Le procès ne fut donc pas banal. Le procureur et les juges l'ont compris et été même surpris de l'ampleur de cette affaire. Les prestations remarquables de l'Avocat de défense de notre ami P.E., ont couronné le tout. Dans une salle archicomble, l'Avocat a fait sa plaidoirie sans complexe, aisément, et argumenté son dossier. Pourquoi un tel procès à l'encontre d'une victime de la bavure policière ? Comment expliquer le comportement des policiers qui ont frappé un homme sans raison apparente, pour de rébellion et par la suite porter plainte contre lui, l'accusant de morsure? Où sont les preuves de tout cela? P.E. est un homme exemplaire, parfaitement intégré dans la société française. Travailleur, père de famille, sérieux et calme, exerçant diverses activités dans les milieux associatifs tant en France voisine qu'en Suisse, Philippe Ekéké est aussi animateur à Radio-Zones, journaliste à «Regards Africains». Alors cette police qui agit contre cet homme public peut-elle être au dessus des lois? En toute impunité, elle continue à commettre des forfaits et bavures à l'égard des Noirs ou tout étranger. Les Tribunaux devront condamnés ces actes de barbarie policière.

Le soutien que nous avons apporté à notre ami P.E. est une preuve que désormais les choses doivent changées et bougées. L'on ne fera plus n'importe quoi aux Noirs, Africains, Etrangers, ou tout autre être humain, indépendamment de ses origines ou couleurs. Nous resterons mobilisés et vigilants face à toute sorte de violations élémentaires des droits de l'homme.

Un reportage à Thonon(France) de Alfonso Sadi

Point de vue

Angola : peut-on encore croire à la paix ?

Dans quelques jours l'Angola va célébrer ses 25 ans d'indépendance. Un quart de siècle s'est déjà écoulé depuis que les colons portugais ont laissé le destin de l'Angola aux angolais. Quel bilan peut-on tirer de 25 ans d'indépendance ? En l'absence des éléments complets d'appréciation et d'analyse, il nous est impossible d'établir un bilan chiffré ou encore moins détaillé. En tant que citoyens angolais, nous faisons un constant accablant. Le quart du siècle de l'indépendance se résume par un seul mot : «LA GUERRE». Cette guerre qui nous a volé nos libertés fondamentales, nos droits fondamentaux et notre prospérité. Elle a détruit toutes nos infrastructures économiques et sociales de base. L'état de la misère que dégage la société angolaise est le fruit d'une guerre absurde dont les tenants et les aboutissants sont le «POUVOIR». Tous les enfants nés depuis 25 ans, sont les enfants de la guerre à qui on a volé leur enfance. Ce gâchis porte la marque des angolais irresponsables souvent sans scrupule. Le pays est gouverné depuis 25 ans par un seul parti le M.P.L.A., dirigé depuis 21 ans par un homme le président, José Eduardo dos Santos. Ces deux entités réunies sont les seules capables de nous donner un bilan chiffré et détaillé de 25 ans d'indépendance angolaise. En l'absence, d'une démocratie réelle, d'une justice républicaine indépendante et impartiale, le droit d'opinion est devenue un «devoir d'allégeance». Plusieurs journalistes en ont fait les frais. Cependant, on ne bâtit pas une société démocratique, un état de droits ou une nation prospère dans une forme d'équation où les devoirs des citoyens sont plus importants que les droits. C'est la négation de son pays et de son peuple.

Lorsque les souffrances d'un peuple ont atteint le paroxysme, lorsque toute une génération (celle de la guerre) manques des repères, lorsque tout un peuple vit dans la désillusion totale, il naît des sentiments de révoltes, de regrets, de désespoirs, mais aussi d'espérance.

L'espérance, est une vertu religieuse qui permet à l'individu de dépasser la notion du temps. 25 ans peuvent paraître une longue période, mais ils peuvent également paraître comme un laps de temps ayant permis de mûrir la conscience d'un peuple pour une meilleure appréhension des problèmes qui guettent la société angolaise. *L'espérance* est également le sentiment permettant aux angolais de croire encore à une paix réelle.
Ce sentiment est aujourd'hui porté par différentes églises angolaises. Longtemps à l'écart du processus de pacification du pays, la société civile angolaise est entrée de plein fouet dans ce processus dont «le porte drapeau» sont les églises. C'est un fait nouveau. L'église catholique angolaise sous l'égide du Vatican a organisé un forum consacré à la paix. Les recommandations finales de ce forum appellent clairement les autorités angolaises et les rebelles de cesser les hostilités. Mettant l'accent sur le «pardon» mutuelle entre les belligérants, condition permettant de rétablir la confiance et donc un dialogue. De l'autre côté, les ecclésiastiques de toutes les confessions religieuses en Angola se sont regroupés en une plate-forme qui permet aujourd'hui de réfléchir profondément à la recherche d'une paix durable. C'est le sens de la marche pour la paix organisée en début de l'année par cette organisation qui s'est terminée au stade de «Cidadela» par un moment des prières pour la paix. C'est tout un symbole. La paix en Angola est devenue l'affaire de tous les angolais. Les politiciens n'ont plus ou ne doivent plus avoir l'exclusivité de la recherche de la paix si nous voulons multiplier les chances de réussite. Cette nouvelle donne, permet d'espérer une prochaine ère de paix que ceux qui croient avoir raisons de faire la guerre pour la paix fassent un examen de conscience. La raison peut conduire à l'égoïsme disait Voltaire. L'égoïsme, c'est le sentiment de l'ignorance de l'autre. Sans l'autre, il n'y a pas de soi. Pensez-y. La paix est un droit de peuples, la guerre est une aberration. **Pedro Kiangebeni.**

Afrique : de l'O.U.A à L'U.A

Née il y a environ 40 ans l'Organisation de l'Unité Africaine est en train de vivre ses derniers moments. Créée dans les années 60 pour garantir l'intangibilité des frontières des nouveaux Etats africains, mais aussi le soutien à l'autodétermination des peuples, l'O.U.A. ne répond plus aux exigences de la nouvelle donne géopolitique. Ces deux objectifs majeurs de l'organisation inscrits dans sa charte apparaissent aux yeux de beaucoup d'observateurs comme contradictoires. Du fait de cette contradiction, sont nés plusieurs conflits dans le continent africain. L'élargissement successivement de l'O.U.A. suite aux indépendances des Etats africains n'a fait que compliquer le mécanisme de prise des décisions. Ainsi plusieurs problèmes posés n'ont jamais trouvé des solutions. Depuis des nombreuses années des querelles intestinales, des conflits des personnes, des conflits idéologiques ou même des conflits d'influence ont empêché la prise des grandes décisions pour l'avenir du continent lors des différents sommets. Ainsi, malgré la création, il y a quelques années d'une commission de prévention des conflits et de médiation à son sein, l'O.U.A. n'a jamais été capable d'imposer ses décisions aux Etats membres. Faute des moyens, elle a souvent fait appel à l'O.N.U. L'appui de l'O.N.U. n'a pourtant jamais été décisif. L'Afrique est restée un continent malade. Presque toutes les actions, entreprises par l'O.U.A. se sont soldées par des échecs. Des échecs répétitifs ont fait naître une nouvelle prise de conscience. Sur le plan économique, l'Afrique est à la traîne. Politiquement, les Etats africains ont de la peine à instaurer des systèmes politiques démocratiques. La conférence de Lagos qui s'est tenue il y a une dizaine d'année ayant subdivisé l'Afrique en des zones économiques régionales (CEDEAO, SADC, CEAC…) n'a pas donné les résultats escomptés. Le développement économique attendu n'a pas eu lieu. Ainsi, les dirigeants africains sont à la recherche d'un nouveau souffle, d'une nouvelle

dynamique. La conférence de Tripoli a consacré l'idée d'une nouvelle organisation africaine. L'U.A. a été évoquée pour la première fois en remplacement de l'O.U.A.
Le dernier sommet de l'O.U.A. à Lomé tenu il y a deux mois, quoi que boudé par l'Angola et ses alliés les deux Congo, a clairement défini les bases d'une nouvelle organisation, l'U.A. (l'Union Africaine). Cette nouvelle forme d'organisation va à la fois agir en matière économique, politique et sociale. La nouvelle charte de l'Union Africaine pour qu'elle apporte un changement significatif doit tenir compte de bouleversements qu'a connu notre planète. Elle doit définir les nouvelles orientations qui permettront à notre continent d'aborder le nouveau millénaire avec plus d'arguments. Que faut-il attendre de la nouvelle Union Africaine ? A l'instar de l'Union Européenne, la nouvelle organisation doit créer un cadre de stabilité politique. Elle doit permettre à la longue une intégration économique des Etats Africains. Par ailleurs, il est important de mettre en oeuvre des nouvelles structures institutionnelles des Etats membres, adaptés à l'évolution géopolitique du monde.
La mondialisation et la démocratie sont devenues aujourd'hui des valeurs universels que l'Afrique ne doit plus ignorer. Faute de quoi, elle sera de plus en plus marginalisée. En créant une union solide l'Afrique peut faire valoir ses droits dans cet univers de mondialisation qui nous est imposé par les pays industrialisés. Individuellement, les Etats n'ont aucune chance de s'en sortir dans cette jungle qui est l'économie mondiale. Pour que l'Union Africaine soit une réalité, il faudrait avant tout guérir les plaies qui rongent ses entrailles (les conflits armés), le rétablissement de la confiance mutuelle entre les Etats, le courage politique et la volonté de l'union.
Quels que soient les chemins empruntés, les africains ou plutôt les responsables africains doivent affirmer haut et fort leur volonté d'entreprendre une action commune pour peser de leur poids dans le concert des nations. L'œuvre est grandiose, elle mérite tout notre soutien. **Dias Mabanza**

Culte

«L'Eglise catholique est le seul salut vers Dieu»!

Une déclaration du Cardinal Joseph Ratzinger

Un pavé dans la marre, que cette affirmation, disent les hommes des Eglises. Nous vous proposons de lire cet article paru dans «J.A./L'intelligent» n°2070 du 12 au 18 septembre 2000. Illustré par un dessin tiré du journal «Coopération» n°37 du 13 septembre 2000.

La déclaration s'intitule «*Dominus Jésus, de l'unicité et de l'universalité salvatrices de Jésus-Christ*» et son Eglise, et porte la signature du cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi. En principe, ce document de trente pages, qui a reçu, le 16 juin, l'approbation de Jean-Paul II, n'était pas destiné au grand public, mais réservé aux évêques et théologiens. Il a pourtant été diffusé par l'agence vaticane Adista, de tendance progressiste. Il contient en effet un certain nombre de propositions sujettes à polémique, et qui, de fait, ont soulevé un tollé de protestations.
Le texte appelle tous les catholiques à se garder du «relativisme», qui réduit le christianisme à une simple «promotion des valeurs»- paix, justice, égalité ou protection de l'environnement -, et qui, de surcroît, place toutes les confessions sur le même plan. Il affirme que seuls l'Ancien et le Nouveau Testament sont des «textes inspirés», et donc que le christianisme est l'unique «vraie foi» menant au salut de l'âme, les autres religions étant de simples «croyances». <Elles ne peuvent tirer leur sens et leur valeur que de celle du Christ. Elles ne peuvent pas être considérées comme parallèles et complémentaires.>
Par ailleurs, la déclaration affirme la suprématie de l'Eglise catholique, apostolique et romaine et ravale les églises réformées (anglicane, luthérienne, calviniste, méthodiste, etc.) au rang d'"Eglises particulières". Elle s'efforce d'autre part de combattre l'idée selon laquelle Jésus-Christ ne serait qu'une «figure historique particulière, un sauveur parmi d'autres», voire un simple «maître de

vertu», à l'instar d'un Bouddha ou d'un Aristote, alors qu'il est «l'unique médiateur entre Dieu et les hommes et le Sauveur universel».
Qu'est-ce qui explique la publication d'un texte aussi radical, qui porte un coup sérieux au dialogue oecuménique que Jean-Paul II, au cours de ses vingt-deux ans de pontificat, s'est pourtant efforcé de promouvoir? <Il est du devoir du cardinal de rappeler périodiquement les éléments fondamentaux de la doctrine et de mettre en garde tous les catholiques contre ce qui pourrait affaiblir la mission de l'Eglise dans le monde>, affirme-t-on dans l'entourage de Mgr Ratzinger. Sans doute... Reste que c'est malgré tout une «pierre dans le jardin» de l'un de ses «collègues», Mgr Francis Arinze, président du Conseil pontifical du dialogue inter religieux. Celui-ci est actuellement absent du Vatican et ses services s'abstiennent de tout commentaire.
Les représentants de toutes les confessions mises en cause par ce texte ont manifesté leur consternation et leur étonnement. Interrogé par téléphone, le docteur Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, déplore ce qu'il considère comme un «recul dans le temps.
< A l'heure, dit-il, où les religions tendent à mettre en commun les valeurs qui sauveront l'humanité du manque de spiritualité, d'humanisme et de respect pour l'homme, les déclarations (de Mgr Ratzinger) nous ramènent à Saint Augustin, voire au Concile de Constantinople, en 680, qui avait fait de l'islam une hérésie et jeté l'anthème sur les musulmans.>
Même réaction atterrée chez les protestants. Jean-Arnold de Clermont, président de la Fédération protestante de France, s'interroge. «Dire que les Eglises reformées ne sont pas des Eglises au sens propre du mot n'est pas nouveau. Mais pourquoi le redire aujourd'hui ?» Le Dr George Carey, archevêque de Canterbury, constate, pour sa part, «l'échec de trente ans de dialogue oecuménique».
Ce raidissement théologique risque d'aviver les conflits inter religieux, qui, du Kossovo au Nigeria et au Soudan, ont tendance à se multiplier actuellement. «Ce n'est pas une attitude très responsable que d'aviver la polémique, commente le recteur Boubakeur: L'Eglise craindrait-elle quelque chose ? Les musulmans ne contestent à leurs frères chrétiens ou juifs ni leurs dogmes, ni leur rite, ni leur message. Si la foi des catholiques vacille, il y a d'autres façons de la soutenir que d'attaquer les autres religions.» **Valérie Thorin**

F O I R E L I G I E U S E D E S A F R I C A I N S

Débat sur l'Animisme

Un peuple qui rejette sa propre culture est un peuple malade. Un individu qui nie ses origines est un corrompu aliéné qui s'égare et s'achemine vers sa perdition ou sa propre destruction mentale. Une civilisation qui ruse avec les principes qui rythment son fonctionnement ou sa survie, est vouée à la soumission des autres, autrement dit, à l'esclavage. La mémoire du passé est vitale pour le peuple africain victime de toute sorte de dénigrement. Avec des images dévalorisantes qui infantilisent l'homme noir. L'Afrique noire actuelle est en train de vivre la plus grande crise civilisationnelle de son existence. En participant inconsciemment à cette campagne, en reniant tout ce qui fonde son existence pour embrasser d'autres cultures d'emprunts, d'autres langues, d'autres religions, par mimétisme, le collaborateur Africain noir ajoute à
son mental, déjà atteint, une aliénation bien plus grave qu'il en a reçu durant plusieurs siècles de colonisations. Ouvrons le débat sur la religion.

D'emblée, disons que, parler de la religion n'est pas chose aisée. Un sujet délicat qui risque de choquer. Mais nous prenons le risque de dire les choses sans fioritures, ni langue de bois. Nous le savons et nous essayerons d'avancer non pas prudemment mais à petits pas avec ténacité pour mieux éclairer notre réflexion sur la question religieuse qui occupe notre débat.

Tout individu a le droit d'embrasser la religion de son choix. Néanmoins un adage dit :»connais-toi, toi-même avant de connaître les autres». Ceci posé, il est urgent de constater qu'on ne peut pas renier ses origines sous prétexte de l'émancipation, de l'évolution, d'intégration ou de modernisme. L'Africain est le seul être sur toute la surface de la terre à nier ses propres repères, sa culture originelle, pouvant lui permettre de se tirer d'affaire. Puisqu'il veut construire son avenir à partir de l'Histoire écrite pour lui par d'autres, sans se poser des questions, et de ce fait, sacralise cette Histoire et fait de son maître colonisateur, un demi-dieu, détenteur de la vérité-vraie.
Dans le domaine de la spiritualité, chaque individu est libre de croire ou non. Mais il ne doit pas perdre de vue que l'essentiel reste Dieu-Tout Puissant. Dieu, qui est le Père de tous les êtres humains. Donc, au centre de l'existence de l'homme, il y a Dieu. Ceci dit, focalisons notre attention sur les structures organisationnelles qui guident les individus à se regrouper pour prier ou invoquer ce Dieu, à savoir les Eglises, ou la religion.
En Afrique actuelle, deux religions prédominent : le christianisme et l'islamisme, qui sont en fait, le prolongement du Judaïsme, dont ils reprennent tous les enseignements essentiels, exception faite de son caractère auto-attribué de première et dernière religion révélée. On sait aussi que ce même judaïsme pour se créer, s'est fortement appuyé sur quantité de religions qui lui ont préexisté, à savoir les religions egyptienne, cananéenne, babylonienne et sumérienne.(Lire à ce sujet les ouvrages fort intéressant, *«De l'Egypte ancienne à la Bible»* de Laperruque M., et *«Afrique La Renaissance»* de D.Fakoly. Ou encore les études de Cheikh Anta Diop sur l'Egypte ancienne). Venues du Proche-Orient, ces deux religions monopolisent la parole divine en brandissant les écritures de la Bible et du Coran, que leurs ancêtres ont laissés. Pour elles, le «Dieu», le vrai, s'est révélé à leurs peuples seuls, parce qu'ils sont les «élus» de Dieu, les meilleurs de tous les peuples de la Terre. Quiconque conteste, ou remet en cause cette révélation, est un païen, un athée, un impie, voire même un démon qui nie même l'existence de Dieu ! Cette approche, du point de vue religieux, est à notre avis fort dangereuse. Dieu est Unique. Et pour tous. Se servir des écrits et les imposer est pure propagande et mensonge. Les Romains qui sont allés s'aventurer sur ces terres de l'Orient l'ont si bien compris pour l'adopter et l'adapter à l'esprit de la conquête coloniale, que d'autres Européens n'ont fait que suivre l'exemple. L'Afrique colonisée et riche en matières premières, a été le terrain propice pour une expérimentation de la dépossession mentale d'une population par les puissances militaires colonialistes. Au délà de la passion, l'Africain doit rester lucide. La fièvre religieuse qui prévaut actuellement chez les Noirs Africains sur le continent ou en exil, est le reflet d'une certaine misère culturelle et économique. Il est grand temps de pousser les responsables de le dire clairement que le malheur de l'Afrique passe aussi de ce côté-ci. Par l'aliénation d'une religion dont on ignore la vraie philosophie et le but. La vérité est que la religion imposée en Afrique n'est que mystification pour détourner l'Africain du vrai problème qu'il doit résoudre : la pauvreté et la liberté d'entreprendre.
Est-ce que l'Afrique Noire avait une religion ? Oui. Mieux, avant l'arrivée des envahisseurs, des conquérants puis des colons, l'Afrique avait une civilisation millénaire et sa propre religion, qui s'identifiait dans tous les pays noirs. Une religion prédominante, l'Animisme.
Qu'est-ce qu'est l'Animisme? Ce n'est ni une secte d'un groupe d'initiés sataniques, ni une religion d'idolâtrie, comme on a tendance à la présenter. Tout simplement, l'Animisme est un principe de la vie des peuples d'Afrique Noire. Ces peuples respectueux, ouverts, tolérants et accueillants. Ces peuples qui savaient la valeur des choses. Qui respectaient toute vie sur terre. Qui attribuaient une âme à toutes choses pour montrer la valeur qu'on y accorde. On ne tue pas pour le plaisir de tuer. On respecte la vie d'un être vivant. La femme fait partie intégrante de la vie et participe à l'évolution de la société. Elle en est la mère et l'espérance. On se battait certes mais pas pour assujettir l'ennemi vaincu. La pratique de l'esclavage n'existait pas. On tue l'animal pour se nourrir et non par plaisir de la chasse. On ne coupe pas les arbres et on ne pollue pas les eaux.
Loin d'idéaliser cette période-là, on savait que la nature humaine est pareille avec ses bons et ses méchants mais pas dans un sens pervers de la méchanceté. La religion guidait les pas de tout le monde. Pour l'Afrique noire, tout doit se passer avec l'accord des Ancêtres qui sont censés représenter un être supérieur jouant le rôle d'intermédiaire entre les Vivants et les Morts. Certains

objets sacrés sont vénérés car ils symbolisent l'Etre Suprême. Dans la pratique animiste, l'Africain respecte les mœurs, les us et coutumes de son environnement. Il tient compte du respect du culte des Ancêtres. On verse une goutte d'eau pour invoquer ses ancêtres, pour espérer les nourrir, et garder la foi en l'éternité de la vie et la permanence des liens entre les Vivants et les Morts qui sont parmis nous. Les morts ne sont jamais morts. Ils errent sur terre. On respecte les Anciens, détenteurs du Savoir ancestral et on tient compte de leurs conseils ou avis. On les rend visite pour tirer les enseignements, on rend visite aux initiés pour rectifier le chemin de son destin ou le corriger. On sait la valeur des mots, des êtres et des choses qu'on doit respecter. On ne confond pas la sorcellerie avec la science des féticheurs. Rien avoir avec des pratiques occultes. Dans la culture religieuse, appelé Animisme, la religion est polythéiste, dans la mesure ou on admet l'existence de Puissances surnaturelles avec lesquelles les initiés peuvent coopérer. Il existe un monde visible et un monde invisible qui cohabitent. Les Ancêtres servent d'intermédiaires. Tout Africain doit le savoir : selon la Création, au dessus des règnes minéral, végétal, et animal, se trouve l'espèce humaine. Et à côté de l'espèce humaine, les Créatures d'essence énergique que sont les Archanges dont Satan, les Anges et les Esprits des quatre éléments. L'interprétation de la Création ne diffère pas fondamentalement des autres religions. Il est dit aussi que chaque peuple a sa propre vision du monde définie à partir de sa relation avec Dieu. Ce dernier est donc pluriel dans son unité et les voies sont multiples pour retourner à lui.

Aucune religion ne peut s'approprier de Dieu et prétendre détenir seule la Vérité révélée. C'est pure mensonge ou affabulation. Pour aller plus loin dans la réflexion et la critique objective, attaquons certaines images du christianisme qui veut nous faire croire que tout ce qui se dit dans la Bible est authentique. On sait que cette dit-Bible a été traduit depuis des millénaires par des hebreux, des grecs et par des romains. Il est certains qu'on pourrait facilement manipuler les écrits, cacher certaines choses dérangeantes. Si le message biblique se veut universel pourquoi les étapes de la présence et de la captivité sur la terre d'Egypte ne sont que suggérées, évoquées, sans plus de détail, par exemple, parler de l'Egypte qui se situe en Afrique ? On ne parle même pas des Noirs, de l'Afrique, dans la Bible; et pourtant, tous les événements évoqués dedans se déroulent sur le fleuve Nil qui prend sa source en Afrique centrale, à l'est du continent, puis remonte plusieurs pays, Ouganda, Soudan, l'Ethiopie, avant de se jeter dans la mer, en Egypte ? Que cache-t-on ?

Pour l'Islam, c'est encore pire. Cette religion qui est dénigrée par certains chrétiens, va à son tour entrer dans ce jeu de dénigrement. Dans le Coran, les Noirs sont mal représentés et on fait l'apologie de l'esclavage ! Le muezzin noir Bilal, compagnon de Mahomet est présenté comme son...esclave! Quant on sait que le Coran s'est largement inspiré de la pensée religieuse africaine, on se pose des questions. Il est intéressant de noter combien l'Islam est très bien introduit en Afrique de l'Ouest, voire même en Afrique de l'Est. Là-bas, les Noirs ont cru déceler les similitudes avec la civilisation africaine. On arrive alors à confondre l'Islam et la culture africaine. Tout tourne autour de l'Islam, dans le discours, le coran règle la vie de tous. L'islam est donc intégré dans la société africaine.

L'important dans cette affaire, les hommes du Nord, de l'ouest, de l'est ou du sud, tous croient en Dieu Unique.

Dieu a placé l'homme au centre de la création et lui a confié la gestion du monde physique dans lequel il l'établit. Doté d'intelligence, l'homme est capable du bien comme du pire. Il doit savoir gérer sa propre destinée en respectant les deux principes clés qui règlent ses relations avec autrui : l'amour, la bonté. L'homme est créateur-né. Dieu n'intervient pas directement dans les affaires d'ici-bas. Toute malédiction est conséquence de son attitude ou comportement sur terre.

C'est en se réappropriant son patrimoine culturel perdu, par la réconciliation avec ses Ancêtres et avec lui-même, que l'Africain pourra reconquérir la confiance en soi qu'il a perdue dans son refus de s'assumer, et qui seule, permet de repousser toujours plus loin les frontières de l'impossible.

Il y a ceux qui ont sacralisé la puissance dominatrice qui avec l'argent et la culture a triomphé de la vertu africaine. Toute honte bue, ces Africains mystifiés s'étonnent de l'état de l'Afrique actuelle, des misères, des maladies, des crises économiques et de toute sorte, alors qu'ils détiennent la clé pour sortir leurs pays de l'état de délabrement qu'ils observent de loin.

La crise spirituelle, morale et économique, a permit la pénétration des religions de toutes sortes. Ajouter à ce tableau sombre, la misère morale et culturelle, qui ont engendré aussi la crise économique. Avec le foisonnement de ces églises, beaucoup se sont ruées vers celles-ci dans l'espoir de trouver le salut de leur âme, alors que n'a fait qu'enfoncer encore plus la misère, la dépendance spirituelle et culturelle. Ce n'est pas avec l'apparition des prophètes et prophétesses de pacotilles, marchands de n'importe quoi, des prêtres ou pasteurs mystificateurs, des baptêmes par immersion insensée, ou la quête d'une secte vaudouisante que nous sortirons de la situation actuelle. Le combat d'aujourd'hui, c'est de laver les cerveaux colonisés spirituellement, et chasser toute religion colonisatrice**.** **Alfonso Sadi**

"Moi, MBOMIO, Catholique et animiste!"

Vu sous l'angle théologique, l'article de notre ami Alfonso Sadi sur la *Foi religieuse des Africains* est tout simplement épatant, là où la démarche militante fait parfois bon ménage avec l'esprit diléttant. C'est dans cet esprit que l'on peut aussi se permettre de construire quelques vérités qui, demain, je songe, peuvent être des lapalissades, à condition de les marteler régulièrement suivant les termes de la théorie de l'information. Philosophons donc, et un peu de raisonnement de logique élémentaire nous ferait peut être du bien :

«Qu'est ce que c'est un Africain ?
Celui qui n'est ni musulman ni chrétien, mais animiste.
Qui est animiste ? Un Africain.»

Certes, Alfonso pose des vraies questions, mais dans un faux débat. Je viens de participer à un colloque, en compagnie des dirigeants Africains-Américains, du *Mouvement Noir 12 décembre*. Ce mouvement s'inspire des enseignements de Malcom X, qui défend les origines africaines et ancestrales des Noirs Américains «li» , et jette aussi des bases de coopération solide entre la communauté afro-américaine des USA et les pays africains. Par exemple *Le Mouvement 12 Decembre* milite notamment pour la répartition des terres prises aux Noirs, au Zimbabwé. Deux de ces dirigeants s'appellent Viola Plummer et Collette Péan. Elles sont de confession protestante. Le régime de Kadhafi soutient ses dirigeants et leur mouvement.

Après Mandela, Kadhafi est l'un des *leader*, sinon le seul, à parler au nom de l'Afrique, le seul qui croit en l'Afrique. Le seul qui oeuvre aujourd'hui en faveur de l'Union des peuples d'Afrique. Mais Kadhafi l'Africain est musulman ! Donc, un *non-Africain*? Non. En tout cas pas un *mauvais Africain.* Parce qu' il pratique une religion venue d'ailleurs ? Dans ce cas-là, il n'y aura que peu de *vrais-Africain*s.

Les religions qui ont envahi l'Afrique à la faveur des invasions arabes ou de la conquête coloniale européenne, à savoir, l'Islam et le Christianisme, se veulent universelles. Autrement dit, praticables dans toutes les cultures, et accessibles à tous les êtres humains. Elles véhiculent un message universel. Adressé à tout être humain. C'est la caractéristique essentielle d'une religion. La pratique d'une religion est en équation avec la culture du peuple qui la pratique. C'est ainsi que l'Islam pratiqué au Nigeria est bien loin de celui pratiqué en Iran ou en Tunisie. Le Catholicisme pratiqué au Bénin est bien différente de celui pratiqué en Italie, lequel à son tour est différent de celui pratiqué en Guinée-Équatoriale. Ainsi de suite. Cela veut dire que la religion, tout comme l'économie, sont des valeurs produites par une société ou une civilisation à un moment donnée.

Curieusement ceux qui ont bien compris cette donne sont nos frères Américains. Ils ont compris que c'est par l'économie et la religion que l'homme Blanc a asservi nos Ancêtres. C'est par la

religion et par l'économie aussi qu'ils se libèrent et contestent la suprématie blanche imposée aux Etats-Unis.
Les grands hommes de la lutte pour les droits civiques des Noirs ont été aussi des fervents religieux. Aujourd'hui, les Noirs se sont appropriés de ces deux grandes religions et commencent à leur tour de tirer profit de leur puissance. Parce que la religion est avant tout un pouvoir sociopolitique qui coiffent les institutions officielles. La seule présence massive des Noirs au sein de ces religions vienne dénaturer leur caractère élitiste voir raciste.

La question de la religion importée pour l'Africain n'est pas essentiellement métaphysique, elle politique. C'est une question de libération mais aussi d'offensive. C'est sur ce plan que se justifie la foi des Africains pour le Dieu de la Bible et du Coran. **Joaquin M.Bacheng**.

Ma réponse :

< Réagissant à un débat sur la religion, que je viens de soulever, J.M.Bacheng donne un argument qui ne peut me satisfaire, ni me convaincre. Surtout lorsque je vois le foisonnement de ces églises inspirées du christianisme, ou encore ces sectes, devenues des vrais repères des escrocs, des businessmans, des «Pasteurs», des «Prophètes» ou Marchands de mystifications, agissant paraît-il, au nom de Dieu, profitant de la misère des pauvres Africains, je dis qu'il faut arrêter le massacre ! Ne faisons pas d'amalgame sur les «Chrétiens» sincères, des «musulmans» croyants, ni sur «l'africanité»des uns ou des autres. Il ne s'agit pas de savoir si les Africains ont le droit ou non d'embrasser le catholicisme ou l'islam, étant donné que je n'ai jamais mis en doute de l'importance de ces deux religions, ni de par leurs caractères universels, faisant partie moi-même de croyant-chrétien. Ainsi soit-il. Soulevons le niveau de ce débat passionnant. Au risque même de montrer notre propre contradiction en reconnaissant l'aliénation mentale et culturelle des Africains. Répondant à mon ami, je dis ceci : La pratique de ces deux religions n'est pas en équation avec la culture du peuple africain qui les pratique. Remettons les choses à leur place, à propos de l'islam. A ce sujet, c'est faux de dire que l'islam pratiqué au Nigeria est différent de celui pratiqué en Iran ou en Tunisie. L'islam est la seule religion au monde qui a une pratique de rites, de la langue arabe, adoptées par tous les musulmans au monde. On ne prie pas en africain ou en iranien ou autres langues. Tous les musulmans prient de la même façon en se tournant vers la Mecque. Ceci dit, l'islam est aussi une religion imposée en Afrique et aliène les Africains. En revanche, le christianisme est différent dans sa pratique tant en Europe qu'en Afrique. Chacun prie dans sa propre langue en se basant sur des enseignements de la Bible traduite. Bien entendu qu'on peut bien être musulman, catholique, et être «un vrai et bon Africain»! Là n'est pas le sens de notre propos. La question serait plutôt de savoir si les Africains ont bien saisi la caractéristique philosophique des religions importées, dans la civilisation africaine, avec cette ferveur religieuse actuelle qui frise parfois le fanatisme. On peut donc renvoyer la question : est-ce que l'animisme est universel dans une caractéristique philosophique africaine? C'est en répondant à cette question que le débat peut être intéressant et reste ouvert.> ***Alfonso Sadi***

Comment rendre solide l'unité des Eglises chrétiennes africaines de la diaspora ?
Par rév. Joseph Mudimba KABONGO

Comme les africains vivant en Europe (La diaspora africaine) peuvent constater, l'Europe est à l'ère de l'unification. Cette détermination des pays Européens à se mette ensemble ne peut nous (chrétiens africains) laisser indifférents, nous qui vivons dans ces pays de l'Europe et il est aussi de notre intérêt de chercher à nous mettre ensemble, de participer à cette construction de l'unité qui s'opérera à notre manière. Nous sommes appelés, non seulement à chercher l'Union, mais en tant

que chrétiens, notre objectif principal est la recherche de l'Unité au travers de la Croix de Notre Seigneur Jésus. Depuis plus de deux ans les églises chrétiennes d'origines en Suisse se sont donné une structure qui s'appelle « Conférence des Eglises Africaines en Suisse (CEAS) » ayant pour objectif principal :
-promouvoir l'unité des Eglises Africaines en Suisse
-Favoriser les relations avec les Eglises du milieu d'accueil
-Accueillir et favoriser l'intégration des ministres (pasteurs, diacres, évangélistes…) et d'autres nouvelles communautés chrétiennes
-Favoriser l'épanouissement de la foi chrétienne des africains vivant en Suisse et faciliter l'intégration des frères et sœurs africains dans un échange fructueux avec l'autochtone
-Etre une référence morale des églises membres auprès des autorités civiles et ecclésiastiques suisses dans le cadre de ses prérogatives.
L'Afrique est en train de vivre un grand bouleversement en matière religieux. Sur les places publiques, la musique et les théâtres des clubs mondains cèdent la place à des grands scènes d'expression de la Foi chrétienne. Les lieux habituels des jeux et distractions sont inondés par les apporteurs de la Bonne Nouvelle.
Mais là où le blé est semé, l'ivraie pousse aussi en abondance, les pasteurs et les prophètes de la Nouvelle génération se multiplient. La pléthore de ces prophètes et jeunes convertisseurs fait déborder la vase et les coups se répercutent en Europe dans le milieu des églises africaines. Seule la restructuration, la création des lieux d'échange et la collaboration pour nos ministres et nos églises locaux, c'est-à-dire dans le pays Européen où chaque communauté africaine exerce sa pastorale peut nous rendre dynamique et nous donner une bonne dose de crédibilité vis à vis des églises autochtones qui nous reçoivent et qui, nous prêtent des locaux pour célébrer nos cultes.

Outre notre Foi Chrétienne qui nous mobilise et nous met en marche sur le terrain du Christ, les communautés chrétiennes de la diaspora africaine en Europe sont appelées à partager leurs difficultés, leurs expériences et regarder dans une même direction afin de trouver ensemble une solution à leurs problèmes communs. C'est dans cet optique que les pasteurs et les responsables faisant partie des organisations régionales c'est à dire des structures existant dans chaque pays Européen et réunissant un certain nombre des églises africaines se sont réunis à Cambridge (GB) du 16 au 20 septembre 1999. Il y avait plus de 80 délégués plus le Dr Roswithe Gerloff de la Faculté de Théologie de Leeds (GB), co-initiatrice de cette prise de conscience dans la pastorale africaine en Europe ainsi que quelques personnalités importantes d'origine allemande oeuvrant dans les secteurs humanitaires en Allemagne et quelques pasteurs et professeurs des universités d'Afrique du Sud, Nigeria et Cameroun venus en observateurs.
A l'issu de la rencontre de Cambridge, un Conseil des Communautés Chrétiennes Africaines en Europe (CCCAE) a été crée et une commission (ou bureau provisoire) constitué de six personnes s'est réunie à Bruxelles du 1er au 4 décembre 1999) pour préparer la structure du CCCAE (statuts et toutes les formalités administratives à l'échelle Européen, les travaux continuent en Allemagne en mai 2000.) Le CCCAE a son siège en Grande Bretagne et il va servir d'un lieu d'échange et de réflexion pour les églises africaines en Europe. La prochaine rencontre du CCCAE est proposée en Suisse en automne 2001.
A travers cette institution, les églises africaines en Europe, attendent devenir une référence auprès des églises d'ici et de l'autorité civile et aussi un lieu des Forum pour la bonne compréhension de l'étique africaine.

Rév. Joseph Mudimba KABONGO, Membre du Bureau Exécutif de la CEAS et de la Commission du CCCAE

Le Pasteur Jean-Jacques Buard prend la direction de l'excellente Radio-Cité sur 92.2 FM

La Radio-Cité émet depuis 1987 sur les ondes modulatrices 92.2 FM. Une station de radio représentant les Trois Eglises Suisses. Les Chrétiens de la région genevoise peuvent suivre des émissions qui leur sont consacrées. On parle de la religion, de la Bible et des prières, et enfin, de la vie des chrétiens, bien sûr. En plus, on y passe de la musique internationale moderne, folklorique et des informations locales. Une radio de la région lémanique que la communauté religieuse chrétienne peut suivre, écouter ou enregistrer.
Cet été, c'est un Pasteur, Jean-Jacques Buard, homme d'Eglise, qui prend la direction de cette radio-cité à Genève. Son mandat est de deux ans. Le Pasteur, que nous avons rencontré au CSP, nous parle de changement et de la nouvelle grille de cette station de radio. Dès le 15 septembre, un vrai programme est mis en place. Priorité aux exigences des auditeurs. Plus de musique d'horizons divers. La musique africaine fait partie du programme de la rentrée. Il y aura des débats, des informations diverses. La culture sera toujours présente, dans son sens le plus large. Pour épauler le Pasteur Buard, la station de Radio-Cité a fait appel à un journaliste professionnel, Jean-François Kister, qui devient le rédacteur en chef. Pour la partie technique, José Musetti, ingénieur, assume le poste de chef d'antenne. La voix féminine sera confiée à Manon Pulver, nouvelle animatrice, chargée des programme des après-midi.
Jean-Jacques Buard est un homme sympathique, ouvert, et connaît bien les problèmes de l'Angola, dont il suit attentivement l'évolution avec le processus de paix. **Alfonso Sadi**

« Vous connaîtrez la vérité et la vérité vous rendra libres »

(Evangile de Jean, chapitre 8, verset 32)
De tout le temps, l'évolution de l'homme a toujours été liée aux progrès de son époque. A mon sens, la plus grande révolution de tout le temps est l'invention de l'imprimerie (vers1436).
En effet grâce à elle, les écrits, autrefois cachés ou réservés à certaines nations ou à une catégorie d'individus sont aujourd'hui portés à la connaissance de tout le monde.

La Bible, parole de vie par excellence, fait partie de ces écrits qui autrefois, non seulement existait en nombre réduit mais aussi n'était réservée qu'aux seuls évêques.
Aujourd'hui, cette époque est révolue et la parole de Dieu est à la portée de tous pour nous apporter la pleine liberté.

De nos jours, un individu qui a la volonté de s'informer, d'apprendre, et de s'instruire arrive toujours à atteindre ses buts, car tous les moyens sont mis à la disposition de l'homme moderne.
Or l'homme actuel veut tout et tout de suite, il n'a plus de patience, il ne veut plus souffrir pour arriver à un résultat, quitte à tricher (dopage) pour faire de meilleurs scores à moindre effort.
Paradoxalement, à chaque fois qu'il y a une invention, trois phénomènes se produisent dans la société.
1. Au départ il y a les efforts de recherches fourni par un individu ou un petit groupe d'individus.
2. Il y a la population, c'est à dire ceux qui dorment pendant que d'autres travaillent. Ce sont là les bénéficiaires des inventions.
3. Enfin il y a les vautours. Dans les vautours il y a deux catégories :

- La première est celle constituée des gens toujours à la recherche du profit. Ils sont prêts à faire tout ce qu'il faut pour s'accaparer d'une invention dans le seul but de se faire du profit sauvage.
- La deuxième catégorie est celle des vautours destructeurs. Pendant que certains s'attèlent à faire des découvertes sensationnelles, d'autres par contre n'attendent qu'une chose : trouver

comment détruire ce qui a été inventé (virus), démontrer que la découverte n'est pas aussi sensationnelle et rechercher les limites de l'invention.
Ce mal peut-être nécessaire pour stimuler les recherches et le progrès car les vautours ayant découvert les failles vont amener les chercheurs à pousser encore plus loin leurs recherches en se remettant en question.
Ainsi évolue une société.

Le parallèle avec la religion est très frappant. S'il y a actuellement un business qui marche bien, c'est bien la religion.
D'aucuns considèrent la Bible comme une invention humaine. Mais on voit que toutes les inventions humaines finissent toujours par être démodées, dépassées ou améliorées mais cette parole de Dieu ne l'est pas et ne le sera jamais. Dieu est à l'origine de sa parole (la Bible), Il est Sa parole. Il a utilisé des hommes qu'Il s'est choisi pour pérenniser Sa parole.

Pour revenir à notre exemple citer plus haut concernant les étapes d'une invention, nous allons faire un parallélisme avec la situation qui entoure la religion de nos jours.
1. Les premiers auteurs (un petit groupe) ont donc accepté de payer le prix. Ils ont répondu à l'appel de Dieu et se sont mis à sa disposition pour mettre sur rouleaux ou tablettes ce qu'ils recevaient de la part de Dieu.
2. C'est parce que ces rois, prophètes, apôtres et autres ont accepté de payer ce prix que nous, chrétiens du monde entier, pouvons profiter aujourd'hui du fruit de leur travail. Ce qui est important pour nous c'est de savoir qu'ils ont écrits la vérité de la part de Dieu.
3. Et on arrive au troisième groupe, comme cité ci-haut, celui des profiteurs, et cela existe aussi dans la religion. Il y a ceux qui se disent inspirés par Dieu mais qui ne sont là au fait que pour profiter des âmes faibles, qui ne recherchent qu'une chose : leur profit égoïste.

Pour moi africain, ayant connu la dictature dans l'un des pays le plus grand d'Afrique, la situation actuelle dans les milieux chrétiens, particulièrement ceux de mon continent, me fait dire que la crise socio-économique s'est répercutée d'une manière virulente dans l'Eglise.
Cela n'est pas pour le justifier mais cela est fort compréhensible car ceux qui composent une église ne sont pas des extra-terrestres mais bien des hommes et des femmes qui vivent la réalité des choses au quotidien (guerre, crise économique, sociale et politique).

Et c'est dans cette mêlée que des gourous se sont élevés pour se proclamer des élus de Dieu, les faiseurs des miracles, les sauveurs des peuples.
Les pasteurs actuels, veulent soumettre leurs fidèles par des pressions de toutes sortes. Au lieu de servir Dieu ils se servent de Dieu pour accomplir leurs desseins.

Actuellement dans les grandes cités d'Afrique, voici les signes par lesquels ont reconnaît un « vrai pasteur » : avoir une grande parcelle et une villa, habiter un quartier résidentiel très éloigné du grand public ou du moins difficilement accessible par tout fidèle à cause du coût élevé des moyes de transports, avoir des représentations dans tout le pays et à l'étranger, disposer d'une très belle orchestration lors des cultes, avoir une garde-robe bien remplie (et pas de n'importe quel couturier mais de ces grands homosexuels qui détiennent le monopole de la mode), rouler dans une grosse cylindrée et enfin accomplir des miracles (à tout prix).
A cela il faut ajouter qu'un tel serviteur doit effectuer au moins deux fois par an des voyages hors continent africain pour ramasser un peu des miettes à gauche et à droite ce qui lui permettra une fois rentré au pays, de pouvoir manger à la table des grands.
Tels sont les signes qui accompagnent un homme de Dieu qui réussit (version Africa).

La pauvreté n'a plus sa place et ne doit plus exister pour les serviteurs de Dieu, car paraît-il qu'il est écrit que l'or et l'argent appartiennent à Dieu alors ses serviteurs doivent profiter aussi de cela.

Que ces choses se passent en Afrique, on comprendrait encore car tous ne disposent pas d'une Bible (vu le prix à payer, et malgré les efforts consentis par certains organismes chrétiens occidentaux de faire parvenir gratuitement des Bibles) pour connaître quelle est l'image que la parole de Dieu donne de ses serviteurs.
Mais lorsque le fanatisme chrétien frappe le milieu africain en plein occident la coupe est pleine. On adore la créature (pasteur) au lieu du créateur (Dieu).

Et cela simplement parce que les gens n'ont plus le temps de se consacrer à la connaissance de la parole de Dieu. On préfère écouter plutôt le pasteur et on lui fait confiance sans chercher à examiner ce qu'il nous dit et nous demande de faire alors que la Bible est là, juste à notre portée.
Ces pasteurs accomplissent soi-disant des miracles mais qui sont payants et qui n'ont qu'un seul but : séduire l'âme faible.
Le peuple juif était frappé par la doctrine de Jésus car il enseignait comme ayant autorité et non comme les scribes.(Matthieu 7, 28-29)
Comment étaient les scribes ? C'étaient des docteurs de la loi qui aimaient les premières places, la gloire, la reconnaissance de tous, bref qui étaient du style faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais alors que Jésus était en parfaite harmonie entre ce qu'il disait et ce qu'il faisait. Il était revêtu de l'autorité du Père. Il était lui même le modèle pour tout ceux qui étaient autour de lui. Il ne se limitait pas à dire mais Il montrait lui même l'exemple de ce qu'il fallait faire.

Et ce n'est pas en vain que Osée dira de la part de l'Eternel : « Mon peuple périt parce qu'il lui manque la connaissance.»(Osée 4,6).
Pour l'avoir expérimenté, je peux confirmer que le peu de connaissance que j'ai appris jusque là de la parole de Dieu m'a vraiment rendu libre de tout esprit de religiosité.
Et l'apprentissage de cette connaissance n'aura pas de fin tant que nous serons sur cette terre
Ma prière est que tout chrétien en général et l'africain en particulier, victime très souvent de manipulation, arrive à examiner toutes choses à la lumière de la parole de Dieu.

Ceux qui réagiront à cet article, même s'ils n'apprécient pas auront au moins trouvé une chose : le temps d'une lecture, temps combien précieux !
Et nous attendons vos réactions au travers les colonnes du journal N'gola, gracieusement mis à la disposition de la communauté africaine pour son information.

Ceux qui se donneront cette peine, sortirons de l'histoire, enrichis et instruits car ils se seront donnés la peine de fouiller pour découvrir, ils vont ainsi acquérir une certaine maturité, ils porteront désormais un autre regard sur chaque situation. **Tity Dinkota**, Genève

Cinema

«LUMUMBA», un film-fiction de Raoul Peck
Du 16 au 24 septembre dernier, à Ferney-Voltaire, en France voisine, se sont déroulées les Journées du Cinéma Africain. Un événement qui se tient annuellement dans cette ville. Avec des films africains, une nuit musicale, des débats sur les films présents, les arts, les expositions, un buffet bar avec des boissons et spécialités haïtiennes, le théâtre, et le prix du public.
La particularité pour cette année, la projection le jeudi 21 septembre, en avant-première, de l'excellent film de fiction sur «Lumumba», l'un des héros de l'indépendance du Congo, précurseur de l'indépendance africaine.
Dans une salle archicomble, et en présence du réalisateur du film, le Haïtien Raoul Peck, (qui nous a déjà accordé une interview en 1993, pour évoquer le projet de ce film).

«LUMUMBA» est un film qui raconte une histoire vraie d'un jeune autodidacte congolais, du nom de Patrice Emery Lumumba, pour qui, le hasard de la vie le place au devant de la scène politique de son pays. Un itinéraire de plus banal : Stanleyville, statut de «évolué», commis en écriture, comptable aux «Chèques Postaux», prison, exil à Kinshasa, travail dans la brasserie de la bière «Polar», leader charismatique, idéaliste, fondateur d'un parti politique MNC, le Mouvement National Congolais, de nouveau la prison, Bruxelles, Conférence de la Table Ronde de Bruxelles, Premier Ministre, Mobutu, Assassinat. Un parcours fulgurant qui finit tragiquement. L'espoir de tout un peuple s'en allait. Ses détracteurs le qualifiaient de «communiste», «rêveur», «bonimenteur»! Mais c'est toute l'Afrique qui pleure encore ce digne fils du continent. Cette espèce en voie de disparition, tant les Africains sont tétanisés devant l'évolution de ce monde dominé par la puissance culturelle et de l'argent des Occidentaux. Qui a tué Lumumba ? Tout le monde le sait. C'est Mobutu armé par la CIA américaine et les Belges. Comment est-il mort ? Le film montre dès le début, une scène sanguinolente de découpage du corps de Lumumba par un officier belge qui jettera les restes de la viande dans l'acide sulfurique, brûlera ses habits, afin de ne pas laisser des traces: ainsi finiront tous ceux qui osent encore rêver du bonheur pour l'Afrique. Scène saisissante du film. La mort de Lumumba en directe de l'écran...
Un film à voir pour mesurer la cruauté ou la bestialité de l'homme, sous toutes les latitudes.

Alfonso SADI

Sport

Présentation de l'équipe *Inter-africaine de Vernier IV* - Saison 2000-2001

Les Origines

1. L'actuelle équipe de football de Vernier IV a été fondée en 1996 et a pris part au championnat de 5ème ligue pour la première fois lors de la saison 1996-1997.
2. Club résidant sur les installations sportives de la commune de Vernier, elle est la seule équipe inter-africaine prenant part à un championnat officiel dans le canton de Genève.
3. A l'origine, un groupe d'amis, membres d'une association Angolaise, décide de mettre sur pied une équipe qui représenterait le Continent Africain au sein d'un championnat suisse local.
4. Suite à des démarches fructueuses avec les responsables du club de Vernier, l'équipe était formée en 1996 avec en son sein des joueurs Congolais, Ghanéens, Togolais, Nigérians, Angolais, Camerounais, Ivoiriens, Guinéens, Sénégalais…

Nos Ambitions

5. Evoluant depuis ses débuts dans le plus bas niveau de compétition dans le football suisse (5ème ligue), l'équipe de Vernier IV s'est fixée comme objectif prioritaire la montée en 4ème ligue au terme de la saison 2000-2001.
6. Dans un deuxième temps, nous souhaitons nous hisser en 3ème ligue au terme de la saison 2001-2002 afin d'être dignes des énormes potentialités du football africain à Genève.
7. Pour qui suit régulièrement le Tournoi annuel de football organisé par l'Association des Jeunes d'Origine Africaine de Genève (A.J.O.A), ces objectifs sont parfaitement réalisables en deux années vu la valeur des joueurs africains dans le canton.
8. Afin de concrétiser nos ambitions, nous comptons bénéficier du soutien de la Communauté Africaine de Genève sans laquelle nos objectifs seraient plus difficilement atteignables- si ce n'est impossible.

9. En effet, sans cette solidarité des membres de la Communauté Africaine installée sur le canton (missions diplomatiques, commerces, associations, particuliers…), nos efforts permanents de structuration et de dynamisation du groupe se verraient freinés.
10. Ce point de vue se trouve confirmé à l'examen des points faibles de l'équipe.

Nos faiblesses

11.La meilleure façon de progresser étant de reconnaître nos faiblesses, nous préférons donc les affronter en toute objectivité.
12. Ainsi, nous admettons qu'il existe deux courants contradictoires au sein de l'équipe : d'une part, une grande rigueur est observée chez certains tandis que, par moments, l'équipe semble se complaire dans un laisser-aller et un manque de concentration dommageables et qui pèsent lourd dans la destinée du groupe.
13. D'autre part, une charge financière trop lourde pèse sur l'association fondatrice de l'équipe, l'Association Angolaise de Suisse, Section Genève, qui depuis le début, n'a pas manqué de soutenir notre formation avec ses seules ressources.
14. En effet, n'ayant pas de sponsors officiels, le groupe connaît une pénurie de moyens qui nuit à la constance de ses résultats et ne permet pas d'attirer les meilleurs joueurs africains du canton.
15. Malgré ce double handicap, l'équipe sait mettre en valeur ses atouts pour contrebalancer ses points faibles.

Nos Forces

16. Au chapitre des points forts du groupe, on notera la qualité de notre jeu offensif dans lequel tous les joueurs prennent une part active. Dans notre système d'attaque, les milieux de terrain comme les arrières latéraux n'hésitent pas à appuyer notre ligne d'attaque afin de produire un jeu séduisant et souvent irrésistible.
17. De plus, les qualités individuelles et athlétiques de nombre de nos éléments ont souvent fait la différence dans des moments critiques pour l'équipe.
18. Mais incontestablement, ce qui fait l'atout n°1 de notre équipe est bien notre mental. Il arrive parfois que l'équipe, menée au score ou malmenée à cause d'un relâchement, se ressaisisse de manière spectaculaire.

En effet, à trois reprises cette saison, nous avons été menés au score à la mi-temps par 2 buts ou plus d'écart et nous avons soit gagné (à 2 reprises) soit fait match nul (contre le 1er au classement).

19. Au total, le développement de notre système de jeu offensif basé sur une défense de plus en plus rigoureuse nous permet, grâce à des ressources psychologiques certaines, d'envisager notre proche avenir de manière optimiste.
Le tout, nous l'espérons, avec le soutien des acteurs de la Communauté Africaine.
20. A présent, il est temps de montrer en quoi les membres de la Communauté Africaine peuvent soutenir notre entreprise.

Nos Besoins

21. La bonne volonté seule ne suffit malheureusement pas à réaliser nos objectifs. Les moyens nous manquent terriblement pour concrétiser nos ambitions.
22. Le prix des licences annuelles, à la charge des joueurs (au nombre de 17), s'élève à 250 frs/personne. Or tout club qui a des ambitions et qui souhaite attirer des jeunes joueurs de talent se doit de garantir le financement des licences.

23. Cette condition de base a pour effet de fouetter la motivation des joueurs qui se sentent gratifiés pour leurs efforts à l'entraînement et le jour des matchs.
24. De plus, d'autres frais divers interviennent dans la bonne marche de notre équipe qui, rappelons-le, a l'ambition légitime d'être l'une des vitrines sportives de la Communauté à Genève.
25. Parmi ceux-ci, notons la mise à jour d'une pharmacie digne de ce nom en cas de blessures de joueurs, les éventuels frais de déplacement d'un joueur venant d'un autre canton lors des matchs, les frais nécessaires pour renforcer les liens entre joueurs (collations d'après match, repas, sorties 'sobres'….) ainsi que l'achat de matériel de rechange (protège-tibias, crampons….).
26. Au total, l'équipe de VERNIER IV lance un appel à la solidarité africaine à hauteur de 5000 francs suisses.
27. Nous sommes bien conscients que le sport ne fait pas nécessairement partie des priorités des membres de la Communauté Africaine, aussi nous acceptons, bien entendu, les versements modestes qui seraient la preuve que la fameuse Solidarité Africaine n'est pas une expression vide de sens.
28. Pour les versements plus importants émanant de commerces, les modalités de publicité sur nos équipements seront discutées avec les responsables de l'équipe :
MM. Dems K. MANZAMBI et Filipe FILHO
29. L'équipe de Vernier IV a donc besoin de votre soutien pour renforcer la motivation de ses joueurs et membres du staff. Un appui de votre part constitue à n'en pas douter un investissement dans les capacités de l'ensemble de la Communauté avec la possibilité pour un commerce de se faire connaître par le biais de la publicité.
N.B : il est porté à votre connaissance qu'un Club de supporters de Vernier IV existe via e-mail depuis le 15 août 2000. Si vous souhaitez nous contacter, notre adresse est la suivante :
E-mail : **vernier4@hotmail.com**

Si vous désirez nous contacter

VERNIER IV
S/c MM Dems K. MANZAMBI
Filipe FILHO et Mambaay SENE
Stade de Vernier
Avenue Louis PICTET, 17
1214 Vernier
Tel: 079 / 342 32 09 (DEMS)
079 / 397 60 22 (Mambaay)

J.O. de Sydney 2000

Le Cameroun champion du monde des Jeux Olympiques !

Incroyable, fantastiques Lions Indomptables du Cameroun lors des derniers Jeux en Australie.
L'équipe camerounaise a battue l'équipe espagnole à Sydney. Menés 2 à 0 à la mi-temps, les Camerounais ont renversé le match dans la deuxième partie de la compétition, en égalisant les 2 buts partout. Il a fallut en venir aux séances des tirs au buts, et là, les pieds de nos vaillants footballeurs camerounais n'ont pas tremblés, réussissant à marquer les 5 buts contre 3 pour les Espagnols qui n'en revenaient pas. Encore une fois, le Cameroun a prouvé au monde entier que les Africains, quand ils le veulent, sont capables d'exploits. Les Lions Indomptables camerounais ont obtenu la Médaille d'Or pour tous les joueurs, devant un impressionnant public international présent dans le stade de Sydney. Il y avait aussi d'autres compétitions sportives.
En athlétisme, l'Afrique s'est honorée avec la victoire de l'Algérienne Merah-Benida (Médaille d'Or), ainsi que des Ethiopiens Wolde et Tulu (Médailles d'Or). Sans oublier les autres médaillés.

Petite déception en basket-ball, avec la défaite de nos basketteuses angolaises qui se sont inclinées face aux Françaises, aux éliminatoires, par un score de 27-23. Elles n'ont pas déméritées lors de cette compétition. Bravo, les filles! **A.Sadi**

Football : Tournoi Amilcar Cabral

Réveil du football Capverdien en Afrique de l'Ouest.

En battant le Sénégal, par un score humiliant de 2 buts à 0, le Cap-Vert surprend l'Afrique de l'Ouest, au cours du 16ème tournoi Amilcar Cabral 2000, et remporte la première place, devant le Sénégal, la Guinée-Conakry et le Mali.
Le football Cap-Verdien connaît une progression intéressante. Lors des préliminaires du Mondial 2002, le Cap-Vert avait tenu tête face aux redoutables algériens.
Le tournoi de la zone 2 du Conseil Supérieur du Sport en Afrique de l'Ouest, autrement dit le tournoi Amilcar Cabral, regroupe des pays tels que, la Gambie, le Sénégal, La Sierra Leone, le Sénégal, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Mali.
La Sierra Leone, en proie à sa guerre, n'a pu participer à la compétition.
Le tournoi Amilcar Cabral est très populaire en Afrique de l'Ouest. La victoire du Cap-Vert est une avancée dans ce tournoi et surtout pour le football de l'archipel du Cap-Vert.
La coupe d'Afrique des Nations 2002 au Mali, permettra de confirmer cet éveil du football Cap-Verdien. **Alfonso SADI**.

Tourisme

EVASION. Découverte d'une île enchanteresse... Le CAP-VERT

Fuyant l'atmosphère un peu pesant et trop protocolaire des colloques et des conférences, je suis allé à la découverte d'un pays insulaire qui m'est très proche. Me voici donc à Praïa, la capitale des îles du Cap Vert. Plus singulièrement dans l'île de Santiago. Avec ses plages blondes, sa mer si bleue, son soleil estival. Pour cela aussi, il fallait rencontrer des gens du peuple, le bas-fonds, m'imprégner de l'ambiance du pays, m'enivrer de ses joies et de ses vices nocturnes. J'avoue que j'en ai profité de mes promenades solitaires ! Je connais la vie dans les îles. Les Antilles françaises m'avaient terriblement marquées. A la recherche du plaisir, j'en ai trouvé au Cap Vert...Une île envoûtante, musicale, chaleureuse. Originaire d'Angola, ce pays m'est aussi cher, de par sa culture, qui nous rapproche. Que savais-je de cette île «saudade» ?Découverte d'une perle nommée...Cap Vert. Mes impressions de voyage.
Nous sommes un groupe de trois personnes au départ de Genève. C'est par un temps frais, gris et triste, que nous avons décollé de l'aéroport de Cointrin. Le jour vient de s'achever. L'avion de la TAP(Transport Aérien Portugais) nous attend sur la piste. Le ciel nous reçoit sans joie. Les nuages défilent. Trois heures plus tard, nous atterrissons sur l'aéroport de Lisbonne. Vu du ciel, la capitale portugaise est illuminée, splendide. Sur le tarmac, des avions des différentes lignes internationales. Nous sommes ici pour un escale. Le temps de changer d'avion. Nous voici dans la première classe de l'avion de la compagnie aérienne cap-verdienne *TACV* (Transport aérien du Cap Vert). Cinq heures de vol nocturne. Aéroport international de Sal. Porte d'entrée au Cap Vert. L'archipel du Cap Vert se compose de dix chapelets d'îles au vent : Boavista, Brava, Fogo, Santiago, Maio, Sao Nicolau, Sao Vicente, Santo Antao, Santa Luzia et voici Sal. L'île est vraiment plate. Cela ne gâche en rien à sa beauté. L'aéroport international de Sal a donné une importance et un intérêt pour cette petite île. Paysage aride. Le charme est pourtant là. Rythme coloré. Une population jeune et très métissée. Beaucoup de jeunes dans les rues. Quelques traces de la colonisation

portugaise. Petite visite dans l'île de Sal. Le soleil pointe déjà à l'horizon. Le vent des alizés souffle fort. La vie des insulaires. Nochanlance et insouciance ? Ici la maturité émerge. Un taux de scolarisation élevé. Pas de stress sur les visages de cap verdiens. Tout respire la quiétude. Encore un petit tour en taxi pour découvrir Sal. Son appellation vient du fait qu'on a découvert une lagune, dans un cratère éteint qui caillait en sel, après la saison des pluies. Pauvre et déserte, l'activité de cette île s'est franchement développée avec l'exploitation du sel. L'île a exporté du sel jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle. Le tourisme s'est rapidement développé avec l'exploitation des divers complexes touristiques très modernes. Autre attrait de l'île, c'est la mer et ses plages magnifiques. Mais il nous faut prendre de nouveau un troisième avion de la ligne interne. Une demi-heure de vol. Un gros caillou apparaît au loin. C'est l'île de Santiago. Très montagneuse mais aux délices naturelles. Paysage verdoyant. La ville de Praïa, la capitale. Une foule nombreuse et agitée dans l'aéroport. Brouhaha. C'est l'Afrique. Aux abords, des jeunes accourent et nous tendent la main. Ils veulent quelques pièces de monnaies. Nous sommes donc des touristes pour eux. Un autobus spécialement affrété par le comité d'accueil du PNUD nous attend pour nous accompagner jusqu'à nos Hôtels respectifs. Les images des Antilles me reviennent. La mer nous poursuit. Les routes sont sinueuses. Quelques jeunes femmes noires et métisses reviennent de la mer, une bassine sur la tête, la robe au vent. Au loin, quelques bateaux. Les pêcheurs s'activent avec leurs filets. Les routes sont étroites. Centre-ville.

La ville de Praïa s'anime déjà très tôt le matin. La foule occupe les rues. Je suis logé à la «Residencia Praia Maria». Le quartier de Plateau. Le marché en plein quartier populaire. Une étonnante animation un peu partout. Des voitures de luxe et des autobus populaires bondés.

L'Hôtel est convenable. Propre. Personnel très hospitalier. On parle portugais mais la population préfère s'exprimer en «criolo», sorte de mélange de portugais et des mots africains. Très différent du créole antillais que je comprends bien. Ici, le français est la troisième langue enseignée dans les écoles du Cap-Vert. Que dire de plus? Que savais-je de ce «petit pays» dont chante la diva aux pieds nus, Cesaria Evora? Les ambassadeurs de cette île ne manquent pas. A commencer par la vieille dame qui promène ses «sodade» en portugais, avec une voix berceuse à travers le monde : Cesaria Evora interprète des «mornas» et des «coladéras», styles de musique qui font partie de la culture cap-verdienne. Ah, la musique! Tout est chant dans ce pays. Parmi la jeune génération, il y en a un qui vous devez connaître, un jeune chanteur de «rap» qui habite la France et s'appelle Gilles Duarte, plus connu sous le nom artistique de «Stomy Bugsy», et que certains le prenaient pour un... Antillais. Dans ce domaine de la musique, rappelons l'ancien et l'excellent «Boy Ge Mendes» et cet autre grand musicien très actuel qui réside à Lisbonne, «Tito Paris». En France, Manu Lima était souvent sollicité pour participer dans les albums de groupes de «zouk antillais».Il y a toute une nouvelle génération d'artistes qui émergent actuellement qu'il sera difficile de les citer tous, tant ils sont presque tous très bons. Les jeunes filles, souvent fort belles, montent de plus en plus au créneau et imposent leur musique «love». La musique antillaise est très bien appréciée des capverdiennes et capverdiens. On aime bien aussi écouter le «zouk-love» en créole antillais. Si la «sodade» reste la musique de nostalgie la plus prisée des capverdiens, il existe aussi le rythme très local, comme la «funana». Sorte de musique d'inspiration caraïbéenne. On aime bien ici la «mazurca». L'accordéon y prend la bonne place. Le bal populaire continue d'attirer les ambianceurs. Pour apprécier cette musique, rien de tel qu'une virée nocturne dans les quartiers populaires fort animés la nuit tombante. Les bars, bistrots, night-clubs, discothèques, tous les lieux du plaisir sont ouverts pour vous accueillir. Les capverdiens aiment danser «collé-serré». Comme aux Antilles. Ils savent tous bien danser. Admirez donc le balancement ondulatoire du bassin de ces dames et messieurs, les yeux fermés se laissant aller au rythme du corps par la musique...Quelles sont belles, ces capverdiennes! Rythme endiablé? Tous se déchaînent comme pris par des convulsions. Le haut des fesses orné d'un foulard monte, descende, les hanches se balancent de chaque côté, de haut en bas, à gauche et à droite, sur un rythme extrêmement rapide. Un spectacle! Toujours à propos de femmes, qui sont belles comme je le disais tout à l'heure, la meilleure façon de les croiser à Praia, en dehors de la rue ou des boîtes de nuit, c'est aussi chez l'épicier du coin, le vendeur des glaces, ou dans les restaurants. A proximité de l'Hôtel Praia Mar,

près de la Plage, existe un endroit magnifique, sous la paillote, pour boire un verre entre amis, draguer, ou tout simplement admirer les vagues qui viennent s'échouer sur les rochers. La mer est d'une beauté enivrante. Le soleil vous fixe intensément. aux abords des Hôtels, la prostitution est fréquente. Des très jeunes filles, ou des femmes, racolent ouvertement les clients ou les touristes. Pour quelques dollars...La drague est presque naturelle dans les îles. Il y a de tout. Belles métisses aux traits négroïdes ou d'indiennes de Goa, si pas des chinoises! Les jeunes garçons s'adonnent aux sports, dans la rue, sur le terrain, ou dans les salles. Les insulaires sont tous des passionnés des jeux qui sont leurs passe-temps favoris. Il n'est pas rare d'observer des hommes ou des jeunes garçons assis à l'ombre d'un arbre, en train de jouer aux cartes, au baby-foot. Ou encore à regarder la télévision ou la vidéo. Le football est très populaire ici. Les écoles, collèges, lycées ou instituts supérieurs sont partout.
Intellectuellement, l'île a fournit des grands hommes politiques et des Lettres. «Amilcar Cabral», est originaire du Cap-Vert. C'est le père fondateur du PAIGC et de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. «Eugénio Tavarès» reste le poète le plus attachant du pays, même quelques années après sa disparition. Il existe une création littéraire très intéressante.
C'est au Bâtiment de l'Assemblée générale qu'a eu lieu le «Colloque international sur la paix, la stabilité sociale et le développement humain durable dans les Pays Africains de Langue Officielle Portugaise» auquel j'ai participé, en début du mois de décembre dernier.
Après la conférence, nous avons eu droit à la détente. La découverte de l'île nous a tous marqué. Les capverdiens ont un sens civique très appréciable. Nous avons admiré la capacité d'accueil et d'organisation dans ce petit pays.
Quelques jours de promenade à la découverte de Praïa. Marché central. Foule. Achats. Aux abords du Marché, des marchands ambulants, des «cambista», des vendeurs de poissons, à la place centrale du «Platô», la «Praça 12 de Setembro». Quelques personnes sont attablées dans le bar «Esplanada». La foule lèche les vitrines. Découverte du Supermarché «Adega», de la banque «BCA», le palais de justice, l'église «Matriz». Les «lojas» étalent leurs produits allant des cosmétiques, bonbons, alcools, boissons non-alcoolisées, nourriture, etc. Quartiers aisés de «Achada», «Santo Antonio», et «Prainha». Il existe une petite communauté sénégalaise au Cap-Vert. Proximité régionale oblige. Le Sénégal et la Mauritanie ne sont qu'à quelques 500 kilomètres. Ils sont souvent des vendeurs de rues et étalent leurs statuettes ou objets artisanals pour touristes devant les Hôtels. Ils s'expriment souvent en français et baragouinent parfois quelques mots en portugais. Quartiers bourgeois. Des villas, immeubles ultra-chics, belles maisons, styles modernes ou coloniaux. Bâtiments administratifs. Diplômâtes et coopérants y résident. Fait surprenant, le palais présidentiel se trouve au milieu dans un quartier populaire! Chose impensable dans la plupart des pays africains.
La ville de Praia est en plein essor avec un développement de ses activités économiques et internationales. Des constructions un peu partout. L'aéroport de Praia deviendra très bientôt un aéroport international.
En quittant les îles du Cap-Vert pour retrouver Genève sous la neige, je ne cessais de repenser au pays et au ciel ensoleillé bleu et radieux que je venais de quitter à regrets.
Alfonso Sadi, *envoyé spécial au Cap-Vert.*

Livres

Le pillage du pétrole en Afrique. La violence faite aux peuples

un document de Bruno Carton (en collaboration avec Pascale Lamontagne)
Editions GRESEA, Bruxelles 2000, 226 pages.
Cet ouvrage est une enquête fort intéressante sur cette Afrique rentable que l'Occident ne voit qu'en terme d'exploitation de pétrole et autres ressources. L'or noir est vitale pour les pays industrialisés mais que représente l'avenir de l'Afrique pour eux ? Rien! Grâce au pétrole,

l'Occident se lance dans des projets machiavéliques d'extermination des populations pour s'approprier leurs richesses du sous-sol. Cette matière première qu'est le pétrole entretienne les guerres, les complots, la constitution des réseaux, le captage des capitaux en fuite. L'ouvrage nous montre aussi, que le pétrole reste encore la source des conflits en Afrique. Son exploitation apparaît comme une violence faite aux peuples car elle ne sert pas ceux-ci, ni encore ne contribue en rien au développement du capital humain. Elle en devient le mal absolue. C'est par l'or noir que les conflits s'éternisent dans presque tous les pays producteurs, surtout en Afrique. La malédiction pétrolière tue l'avenir des enfants angolais, nigérians, algériens, congolais ou autres africains. En principe, le pétrole devrait être la source de la richesse pour un pays et ses habitants. Normalement les bénéfices tirés de l'or noir reviennent au pays producteurs. Par le jeu pervers de la mise en vente de ce pétrole, les pays exploitateurs détournent les rentes à leur seul profit. Le document publié par le présent travail montre comment la gestion d'une rente captée par l'appareil d'Etat modifie les relations entre Etats et agents de l'économie, acteurs économiques et sociaux, et permet aux gestionnaires de la rente de négliger leurs responsabilités d'animateurs du développement, quitte à étouffer dans le silence les aspirations des peuples. Inféodés par la politique des Etats-Unis, les organisations comme l'OPEP(organisation des pays exportateurs de pétrole), se laissent prendre dans ce jeu hégémonique. Tout au long du XX^{ème} siècle, la politique américaine a fait l'ordre par tous les moyens : faire et défaire les gouvernements, au Mexique, en Iran, la guerre en Irak, en Angola, et ailleurs, imposer militairement son hégémonie comme la guerre entre l'Irak et le Koweït, imposer sa présence en utilisant des pays comme Israël pour le Moyen-Orient, et l'Angleterre pour l'Europe. Certains pays sont carrément scindés en deux, par le découpage voulu et agrémenté selon les intérêts. Le cas de l'Angola est édifiant, voire même pathétique, où l'ironie le dispute au mépris : comment expliquer les deux gouvernements dans un pays indépendant et souverain reconnu ? Faut-il parler du rôle des firmes multinationales en Afrique ? Les compagnies pétrolières influencent indirectement la politique du pays producteur africain. L'enjeu pétrolier est important pour les pays occidentaux. Les peuples africains doivent résister face à ces exploitations sauvages de leurs richesses minières.
L'essentiel de ce travail de recherche sur le pétrole et l'Afrique a été mené en 1998 et 1999. Cette année 2000 n'est pas pris en compte dans cette première partie. Le document comportant deux volumes, cette première mouture permet de se faire une idée précise sur la question. A souligner que ce dossier a fait l'objet d'une plainte auprès du Tribunal Permanent des Peuples, censé instruire les comportements des compagnies pétrolières, tel que «Elf-Aquitaine», en mai 1999, et en Afrique. Résultat : le Parlement européen a voté une résolution sur le code de bonne conduite applicables aux multinationales travaillant dans les pays en voie de développement. **Alfonso Sadi**

"Quelques pas enfouis sous terre" *de Joaquin Mbomio Bacheng*

Après le succès de son premier livre intitulé «*El Parroco de Niefang*»»Le Curé de Niefang», où l'auteur évoquait la prise de conscience d'un homme de l'Eglise, déchiré entre sa culture d'origine africaine, son désir d'africaniser la religion chrétienne et l'engagement politique. Un portrait d'une mutation de la société africaine d'hier et d'aujourd'hui. Joaquin Mbomio Bacheng, journaliste à Regards Africains et collaborateur de N'gola, publie son deuxième roman en espagnol «*Huellas Bajo tierra, o la extraordianaria historia de Juan Ndong*», qu'on peut traduire par «Quelques pas enfouis sous terre, ou l'extraordinaire histoire de Juan Ndong». C'est l'histoire d'un jeune étudiant africain qui débarque en France. Le hasard de la vie le fait rencontrer un Fermier Français à Dijon, dans un train. Celui-ci lui demande de venir reconnaître un Africain disparu et découvert dans sa Ferme. Dans ses affaires, on retrouve son journal intime. Dans ce cahier qui retrace sa vie, l'étudiant découvre son itinéraire depuis son pays d'origine en Afrique, la Guinée Equatoriale, ancienne colonie espagnole jusqu'en 1968, les étapes du passage des périodes d'avant et post-indépendance, marquées par la vision franquiste de la société, théocratique et foncièrement

occidental, la dictature du nouveau régime indépendant incarné par le tristement célèbre tyran Macias Nguema. S'ensuivirent aussi les emprisonnements, l'exil de la population dans les pays limitrophes et en Espagne, les études en Europe, l'intégration et le regard sur cette société occidentale et enfin la prise de conscience de soi. Juan Ndong découvre l'importance d'affirmer son «africanité» et de l'assumer. Ce roman, plus ou moins autobiographique qui promène le lecteur dans un parcours classique que tous les Africains connaissent, trouve cependant son originalité dans son aspect de l'interafricanité sous le regard d'un jeune protagoniste, tour à tour sujet, objet et acteur de la transformation de sa propre réalité. La réalité d'une Afrique à bâtir.

A. Sadi.

A commander aux Editions du Centre Culturel Hispano-Guinéen de Malabo,Guinée-Equatoriale
adresse : /Centro Cultural Hispano-Guineano, Apartado 180 Malabo - Guinea Ecuatorial
tel 00240 9 2720, fax 00240 9 2722, e-mail:cchgaintnet.gq

Musiques

Nouveauté-disque CD. *Sam Mangwana chante :* «Femmes africaines»

Le dernier CD de Sam Mangwana et Dino Vangu qui vient de sortir, fait beaucoup de bruits. Pour ses thèmes, ce disque dérange. Et singulièrement, la chanson-vedette de cet album, signé par le guitariste Dino Vangu, et chanté par le grand Sam Mangwana, très en forme. Dans la chanson «Femmes africaines», ce sont plutôt leurs comportements qui sont dénoncés. Ce sont certaines femmes noires qui, une fois en Europe, à Paris, Bruxelles, Genève, se comportent comme des vraies perverses, avec une mentalité de (ndumba) "salopes", dit la chanson. Elles ne respectent plus rien, ni leurs maris, adoptent une vie de débauche, sous prétexte qu'elles vivent en Europe et sont évoluées et encore libres. Elles disent même que le pouvoir des hommes africains est resté en Afrique ! Il paraît aussi que les Africains sont tous des machos. Certaines femmes vendent leurs corps pour de l'argent. L'argent devient la source de tous les maux. Les droits de divorce, dans les pays européens, et qui avantagent la femme, n'arrangent les choses. Des couples se déchirent, des ménages qui se cassent, pour de l'argent. L'argent remplace le dieu sur terre. Certaines de ces femmes copient tous les vices qu'elles trouvent ici, et qui sont propres à cette civilisation occidentale : féminisme, s'embrasser dans la rue, habillement provocant, liberté sexuelle, le droit de choisir son partenaire, prostitution-vitrine, le salon de massage, pornographie, lesbienne, sado-masochisme, partouze, drogue, tout y passe. Des valeurs venues d'ailleurs. Alors, pourquoi ces femmes rejettent-elles les traditions et les valeurs africaines ? IL est temps qu'elles se réveillent. «Le Blanc nous a apporté la bible alors qu'il ne respecte plus ses préceptes depuis belle lurette...», dit la chanson.
On peut regretter que l'album fustige seulement les femmes africaines alors qu'il y a aussi beaucoup à dire sur les hommes africains en Europe !
Les 8 chansons de l'album sont très bien travaillées. C'est de la rumba congolaise. Sam Mangwana présente cet album :» Le présent album n'a pas d'autre ambition que celle d'essayer de redorer le blason de la rumba congolaise à l'heure où elle traverse une profonde crise. C'est pour moi une question de responsabilité car j'ai été formé à l'école de la rumba congolaise. Je vous signale aussi que j'ai momentanément suspendu le Mangwana traditionnel pour consolider mon entrée dans la Sono mondiale, la World Music, entamée avec mon album «Galo Negro».
La concrétisation de ce projet est surtout le fruit de mes trouvailles avec Dino Vangu que j'ai eu à diriger au début de sa carrière, de 1969 à 1972, dans mon orchestre «Le festival des Maquisards». Dino Vangu est une des virtuoses de la guitare congolaise et un excellent auteur-compositeur. Il a joué dans des grands orchestres dits classiques tels que «Le Grand Micky de Matadi», «Bella Bella», «Afrizam», «Makina Loka» et l' «Afrisa» de Seigneur Rochereau Tabou Ley, où il est resté dix ans.

La rumba congolaise est caractérisée entre autres par la conjonction d'un bon texte chanté par des belles voix, soutenues par des guitares solo et rythmique. Et le tout joué harmonieusement. Nous avons réintroduit le saxophone qui est un des instruments fondamentaux, oublié dans la tendance actuelle. Nous pensons qu'il faut transmettre la culture afin que s'établissent des échanges, des dialogues, des compassions. Ainsi la nouvelle génération pourra non seulement assimiler tout ce qua crée la génération précédente, mais élever la culture à une hauteur nouvelle. Ecoutez cet album et méditez. Je vous souhaite bonne écoute». Merci, Sam. **Alfonso Sadi**

Werasson: le "Coluche" Congolais

En évoquant le nom de Werasson, les mélomanes africains, voient l'artiste musicien congolais le plus en vue actuellement. Ses talents de musicien ne sont plus à démontrer. Même ses farouches adversaires reconnaissent aujourd'hui dans leurs petits coins la suprématie de Werasson. Son récent triomphe au Palais Omnisports de Bercy à Paris (plus de 18.000 entrées) est la consécration internationale attendue. Cet homme pour qui personne ne prédisait une telle réussite après sa séparation avec son "ami" J.B. Mpiana est devenu aujourd'hui l'idole de tout un continent. N'gola va évoquer une autre face cachée de cette personnalité hors du commun, sa générosité du cœur.

N'est-il pas le premier musicien congolais a avoir permis l'élévation du niveau social de ses musiciens ? On était habitué à voir les leaders des groupes musicaux pavoiser dans leur petite bourgeoisie pendant que les musiciens croupissent dans leurs misères. La générosité et les qualités du cœur de Werasson ne se limitent pas à l'entretien de ses musiciens. Werasson appelé à juste titre le "Phénomène" consacre une partie de son temps et de son argent à son œuvre sociale. Il est aujourd'hui le "Parrain" des enfants de la rue (les Chegues), repas collectifs et distribution des habits aux Chegues font partie de ses œuvres. Quant on a du cœur, on regarde dans tous les sens de la misère. Celle-ci ne s'arrête pas dans la rue, la misère est aussi dans les hôpitaux, les maternités et les prisons. Werasson a donc étendu son action dans toutes ces institutions. En l'absence curieusement de l'Etat, le patron de "Wenge-Musica Maison Mère" se distingue par sa volonté d'agir pour soulager les souffrances des enfants. Cette démarche à la "Coluche", donne à Werasson, le roi de la foret, une notoriété qu'aucun artiste musicien congolais n'a encore eu. De Kallé à Franco en passant par Rochereau et tous les autres, Werasson est le premier artiste musicien ou tout simplement la première personnalité congolaise à avoir reçu le titre d'Ambassadeur de l'UNICEF résultant de son action. Ce titre lui confère encore plus des responsabilités dans l'encadrement des enfants. Il est donc important, pour lui qu'il crée les structures adéquates pour donner plus d'efficacité à son action.

Les hommes passent, les structures restent. Coluche, le fondateur des restaurants du cœur (en France) est resté immortalisé grâce à son œuvre. S'il veut suivre les traces de Coluche, Werasson doit s'organiser pour pérenniser l'œuvre qu'il a entrepris. Les enfants en ont tant besoin dans un pays où l'état répond aux abonnés absents. N'gola lui souhaite un succès dans cette aventure de cœur. **Pedro Kiangebeni**.